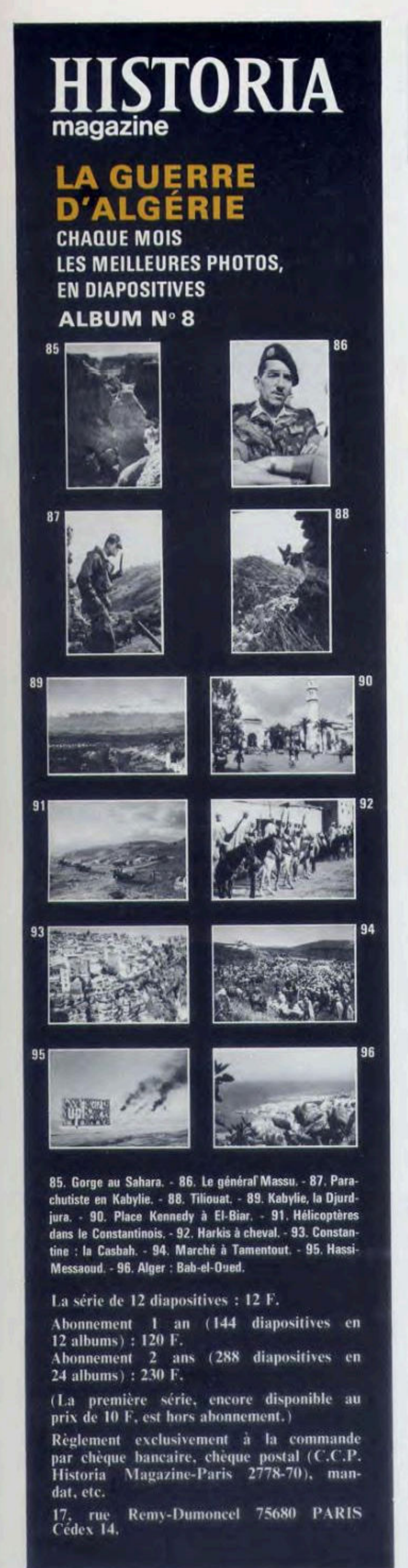


DES MAQUIS DU DJEBEL A L'ÉLYSÉE



Couverture : Photo © G. Humeau.



PREMIÈRES NÉGOCIATIONS OFFICIELLES SUR L'ALGÉRIE

Jean FONTUGNE

C'EST au cours du mois de juin 1960 que se tiendra la conférence de Melun. Pour la première fois, des représentants du G.P.R.A. discuteront d'égal à égal, et avec la protection du gouvernement français, sur le territoire métropolitain. L'évolution de la situation en Algérie donnait-elle alors une position de force au F.L.N. ? On peut en douter.

Il y avait eu, au cours des semaines précédentes, l'échec de l'offensive Boumediene sur le barrage est. Seuls quelques agents de liaison de l'A.L.N. franchissaient maintenant la ligne Morice mais, depuis des mois, les combattants de l'intérieur n'avaient reçu de Tunisie ni ravitaillement, ni armement, ni renforts.

L'état-major de l'A.L.N. avait bien tenté d'ouvrir un second front au Sahara. Les caravanes lancées dans le désert à partir du Maroc avaient été interceptées les unes après les autres. Enfin, l'affaire Si Salah venait de prouver le désarroi des chefs militaires.

Le commandement de l'A.L.N. ne s'y était pas trompé. N'ayant plus l'initiative sur le terrain, il avait ordonné d'en revenir au terrorisme des premiers jours de l'insurrection. De sanglants attentats en début de mois prouvèrent qu'il avait été obéi.

Krim Belkacem, vice-président du G.P.R.A., ne pouvait que faire preuve de pessimisme lors de la Conférence arabe de Chtaura et demander une aide accrue pour tenter de redresser la situation militaire.

C'est cependant en France que les insurgés trouvèrent leur principale raison d'espérer. Cinquante-trois mouvements de jeunesse (politiques ou confessionnels) prirent, en effet, pour la première fois, une position commune exprimant leur volonté de voir cesser la guerre d'Algérie. Au cours de son 52e Congrès national, la S.F.I.O., de son côté, renchérit, tandis que se tenait à Paris, organisé par le parti communiste, le Congrès national pour la paix en Algérie. Les syndicats, enfin, publièrent une déclaration commune pour « l'ouverture de négociations entre le gouvernement français et le G.P.R.A. ».

Le général de Gaulle pouvait donc, assuré de l'appui d'une grande partie de l'opinion métropolitaine, poursuivre ses contacts. Si la conférence de Melun fut un échec, elle marquait cependant le début d'une nouvelle phase de négociations que les congressistes du colloque de Vincennes ne pouvaient arrêter.

J. F.

Sommaire n° 82 - Historia magazine n° 311

Séruzier

L'Algérie demeure, en 1960, la préoccupation majeure des pouvoirs publics et de l'opinion. La politique de De Gaulle suscite des réserves et même de franches oppositions.

LE RÉGIME ESSUIE SA PREMIÈRE TEMPÊTE



Keystone



E.C.P.A.

La déclaration de Debré *(à droite)*, le 2 février, provoque une vive riposte de G. Bidault *(à gauche)*.

1er FEVRIER 1960. Le « réduit des facultés » cède enfin. Delouvrier et Challe regagnent Alger. La « semaine des barricades » s'achève ; elle appartient maintenant à l'Histoire. La crise, la première crise sévère affrontée par la Ve République, a montré, d'une certaine manière, la fragilité du gouvernement. Pendant plus de huit jours, de Gaulle a dû tenir ses ministres à bout de bras. Il n'en reste pas moins que le prestige et l'autorité du chef de l'État sortent renforcés de l'épreuve et que l'autodétermination est maintenue. Enfin, la crise a révélé l'ampleur de l'appui populaire à la politique du président de la République. On pourra discuter de la qualité de ce soutien qui n'est pas toujours d'un alliage très pur. Il trahit surtout le renoncement à l'aventure, la fatigue, l'aspiration à la tranquillité et au mieux-être. De Gaulle n'en a pas moins bénéficié, en la circonstance, de cette asthénie publique, qu'il lui arrive si souvent de flétrir et de déplorer. ▶

▶ **LE RÉGIME ESSUIE...**

la "guerre au village" aura-t-elle lieu ?

En tout cas, l'heure est à la remise en ordre, au règlement de comptes, diront certain. Il y a d'abord l'arrestation de nombreux activistes et le rappel en métropole d'une fournée de colonels. Mais le plus inattendu n'est pas là. Le 2 février, le Parlement est convoqué en session extraordinaire. Le but de cette convocation inhabituelle : accorder au gouvernement, pendant un an, le droit de légiférer par ordonnances, en un mot de disposer de « pouvoirs spéciaux ». Certains, et non des moindres, dissimulent mal leur surprise. Pourquoi cette procédure exceptionnelle alors que tout danger paraît écarté ?

Michel Debré s'en explique. Autour de l'homme d'exception, « il faut des institutions adaptées, pouvoir décider vite sans remettre en cause les libertés essentielles ». Malgré une intervention de Georges Bidault, hachée d'interruptions, le vote est acquis à une confortable majorité, 441 voix pour, 75 contre. Seuls les communistes et une cinquantaine de modérés ou d'indépendants ont manifesté, pour des raisons bien différentes, leur opposition.

Près de deux millions de signatures

Mais la remise en ordre, si ce n'est la mise au pas, ne s'en tient pas là. Le 5 février, intervient un remaniement ministériel. C'est le sixième depuis la formation du cabinet Debré. Deux traits caractérisent ce remaniement qui ne surprend personne. D'abord, l'apparition de têtes nouvelles, à la faveur de changement de titulaires ou de départs. Jean Foyer est nommé secrétaire d'Etat à la Communauté. Louis Terrenoire reçoit l'Information et, surtout, Pierre Messmer s'installe rue Saint-Dominique, à la place de Pierre Guillaumat, ébranlé par les événements d'Alger, et qui devient ministre délégué auprès du premier ministre. Pour l'opinion, Pierre Messmer est un inconnu. Mais son curriculum vitae révèle un passé militaire glorieux : Bir Hakeim, le Tonkin, l'Afrique, l'Algérie même, sans parler de fonctions administratives outremer. Il a été le dernier haut-commissaire à Dakar.

Mais c'est le départ de Cornut-Gentille et surtout de Soustelle qui défraye la chronique. Le 5 février au soir, le chef de l'Etat daigne recevoir le premier et lui manifeste sa satisfaction des services rendus ; quant à Soustelle, il n'aura pas les honneurs de l'Elysée : un communiqué remis à la presse par le leader du Rassemblement pour l'Algérie française n'a pas eu l'heur de plaire en haut lieu et l'on ne saurait pardonner ce crime de lèse-majesté. En tout cas, ce remaniement renforce la « cohésion » et le « loyalisme » d'un gouvernement composé, depuis le départ de Soustelle et de Pinay, de hauts fonctionnaires ou de parlementaires de second plan.

Après le règlement de l'affaire algérienne, on pense, à l'Elysée et à Matignon, reprendre les grands dossiers : l'Afrique du Nord, l'Alliance atlantique, la Communauté. En réalité, il faut bientôt déchanter. Après une pause trompeuse, marquée par la « semaine des barricades », l'agitation politique et surtout sociale marque une nouvelle poussée de fièvre. Dans une large mesure, c'est une surprise. Après le calme de l'année 1959, qui avait laissé croire que les Français savaient goûter l'ordre et l'autorité, un dégel apparaît depuis quelques semaines et une vive fermentation se manifeste dans nombre de domaines.

Il y a d'abord une nette reprise de la guerre scolaire que l'on croyait d'un autre temps. Après les remous de l'année précédente, marquée par la démission du ministre de l'Education nationale, Boulloche, les partisans de la laïcité ne désarment pas. La promulgation de la loi d'aide à l'enseignement privé, au début de janvier, n'empêche pas le comité d'action laïque de lancer une campagne de pétitions qui enregistre en quelques jours près de deux millions de signatures et provoque d'âpres commentaires de la part des catholiques, rejetés, malgré eux quelquefois, vers la majorité. Au total, ne va-t-on pas assister à une reprise de cette « guerre au village » jugée anachronique ?



Coll. particulière



France-Soir/Scoop

Amiens a aussi ses barricades, ses manifestants, ses slogans. Mais il ne s'agit pas ici de défendre l'Algérie française, encore que ce soit souvent aux cris de « Vive Massu ! » et d' « Algérie française » que le noyau « dur » des manifestants chargera le service d'ordre. Il s'agit, en fait, d'un meeting corporatif qui réunit à Amiens, le 11 février 1960, 30 000 agriculteurs mécontents de l'indexation des prix agricoles. Bilan de la manifestation : cinquante-cinq blessés parmi les membres du service d'ordre, près d'une centaine parmi les manifestants, soixante et onze personnes interpellées, dont quinze gardées à vue dans les locaux de la police.


Coll. particulière

Pour le gouvernement, il est un autre sujet d'inquiétude, le malaise paysan. Depuis la fin de 1959, le mécontentement des ruraux prend une ampleur inquiétante, dans certaines régions du moins. Le 24 janvier, à l'heure où le sang coulait à Alger, le premier ministre se trouvait à Rennes pour conférer avec les délégués des associations paysannes. Quelle est l'origine de ce malaise ? A court terme, la sécheresse de l'année 1959 et surtout la suppression des indexations qui a eu pour résultat de faire baisser de 6 % en un an le revenu des cultivateurs. En réalité, le problème est plus vaste. C'est celui de la confrontation du monde rural à la société industrielle.

Il n'en reste pas moins que les manifestations se multiplient au cours de l'hiver et c'est le 11 février, à Amiens, que se produisent les incidents les plus graves. Un meeting corporatif réunit plus de 30 000 agriculteurs. C'est à l'issue des discours, alors que tout semble terminé, que les premiers heurts se produisent entre le service d'ordre et mille à douze cents manifestants. Rapidement, les choses s'enveniment. Les accrochages deviennent violents, haineux et tournent à l'émeute. Des mots d'ordre politiques remplacent les slogans professionnels. C'est aux cris de « Vive Massu », « Algérie française », que les manifestants chargent les C.R.S. ou les criblent de projectiles. Le calme ne revient qu'au milieu de la nuit. On compte 55 blessés parmi les forces de l'ordre, un mort et une centaine de blessés chez les manifestants.

La stupeur est générale. Les organisations paysannes elles-mêmes cachent mal leur désarroi devant la façon dont la manifestation a dégénéré. Des provocateurs d'extrême droite, « étrangers aux préoccupations des milieux paysans », se sont indiscutablement glissés dans les rangs des cultivateurs. La Fédération des exploitations agricoles n'en maintient pas moins sa pression contre le gouvernement. Jusqu'au printemps, d'imposantes manifestations se déroulent à Chartres, à Clermont-Ferrand, à Bourges, à Grenoble. La revendication est toujours la même : rétablissement des indexations.

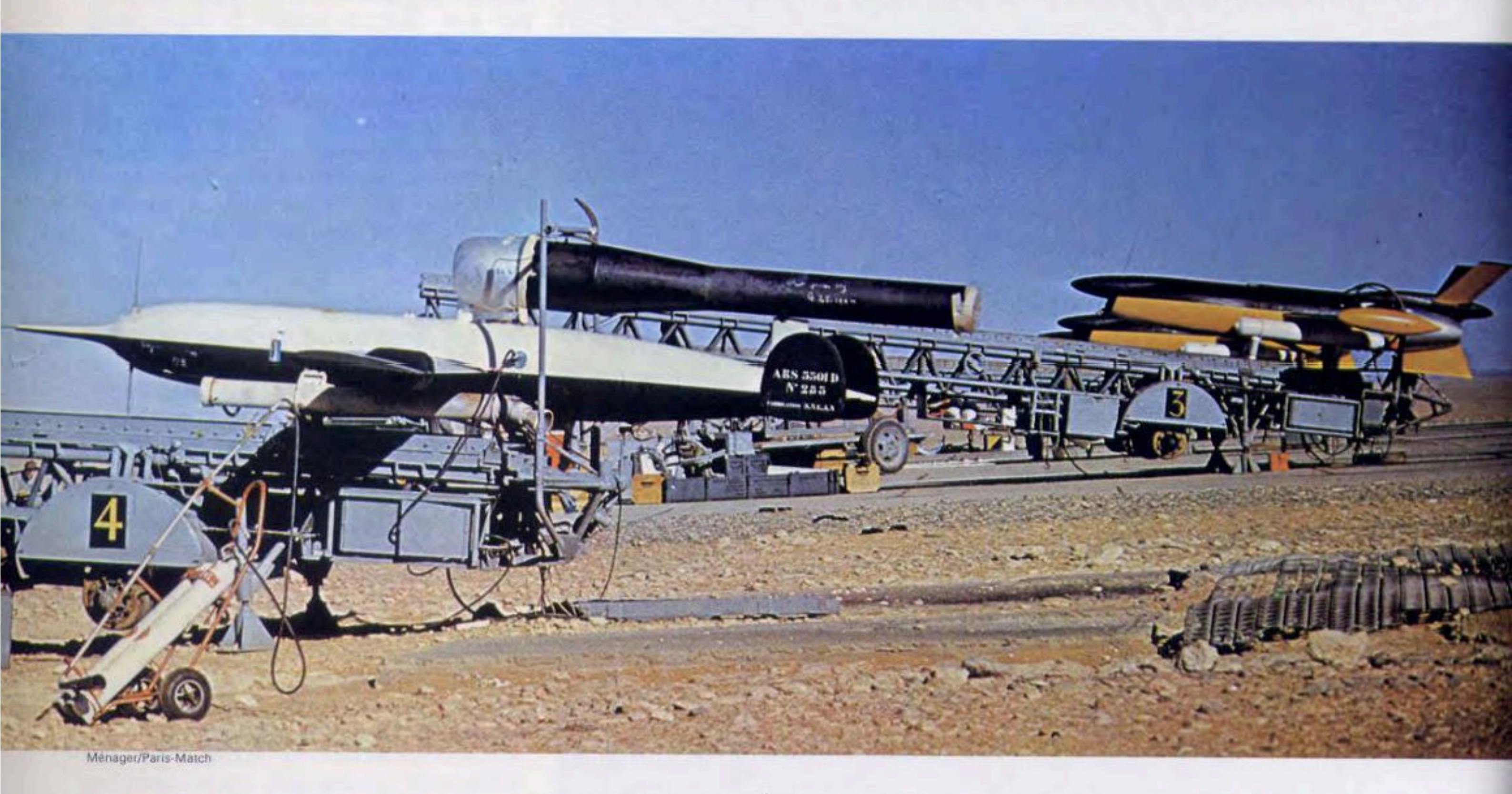
A l'agitation rurale se superpose une dégradation du climat social. Paradoxalement, c'est la grève de soutien au général de Gaulle, le 2 février 1960, qui annonce la relance de l'agitation. Dans l'ensemble, le mouvement lancé par la C.G.T., la C.F.T.C. et la F.E.N., alors que tout était pratiquement fini, s'est soldé par un succès et les syndicats estiment à 40 % les effectifs touchés par la grève. En tout cas, la « démonstration d'unité syndicale » a offert l'avantage de faire sentir au pouvoir le poids politique des organisations et a révélé une combativité nouvelle de la part des masses.

Une tactique nouvelle

Après cette répétition, c'est fin mars que débutent les mouvements sociaux, à l'instigation de la C.G.T., qui opte pour une tactique nouvelle : les grèves de harcèlement. « Plus d'actions d'ensemble, seuls sont payants les mouvements dans le cadre des entreprises, dont les modalités ont été bien étudiées en fonction des conditions locales. Il faut harceler les patrons atelier par atelier. » Cette tactique débute aux usines Peugeot, Sud-Aviation, Chausson, Dassault, et aboutit à paralyser la production. A Sochaux et à Nantes, la direction réplique par le lock-out. C'est en mai-juin que le mouvement prend sa plus grande ampleur. Des débrayages-surprise s'étendent dans la S.N.C.F., gagnent la R.A.T.P., les postes, les fonctionnaires, Air France. Dans le secteur privé, les mouvements les plus importants concernent Berliet, Peugeot, la métallurgie, les Chantiers de l'Atlantique. Les syndicats « autorisent » cependant, le 12 mai, le lancement du paquebot *France,* en présence du général et de Mme de Gaulle.

Comment expliquer cette agitation qui tranche avec le calme de l'année précédente ? A n'en pas douter, les travailleurs ont le sentiment d'être les victimes du redressement financier. Depuis 1959, le pouvoir d'achat des ouvriers n'a pratiquement pas augmenté, alors que la progression industrielle est de 20 %. Comment réagit le gouvernement devant cette agitation, que viennent intensifier les médecins, hostiles à la convention ▶

les projets du général de Gaulle en matière sociale : cogestion et inté



Ménager/Paris-Match

avec la Sécurité sociale ? Dans l'ensemble, c'est un mélange de fermeté et de souplesse. A l'égard des paysans, tout en s'opposant au rétablissement des indexations, le premier ministre accepte de fixer les prix de campagne en fonction des prix de revient. Il annonce aussi le dépôt d'un projet de loi sur l'enseignement agricole. C'est surtout à l'égard des employés des services publics que le gouvernement hésite entre la fermeté et la conciliation. A la R.A.T.P., « les grèves-surprise étant étrangères à l'exercice du droit de grève », 29 agents sont mis à pied, puis réintégrés. Une menace de réquisition générale n'en est pas moins brandie quelques jours plus tard.

La fronde

En fait, le gouvernement tient à se montrer ferme sur les hausses de salaire, qu'il réussit à limiter à 5 ou 6 %. Après la dévaluation, l'économie française reste convalescente. Si la balance des comptes marque un excédent, il n'en reste pas moins que la dette extérieure est encore deux fois plus grande que le stock d'or et de devises. Si les concessions sont suffisantes pour éviter de dangereux affrontements, elles ne suffisent pas pour étouffer le mécontentement et rallier pleinement les salariés au régime. Sur ce point, il est vrai, le général de Gaulle caresse un grand dessein. Il souhaite désamorcer la question sociale et jeter un pont entre le capital et le travail. Dès le début de l'année, le problème de la cogestion et celui de l'intéressement des travailleurs sortent des limbes. L'accueil est, dans l'ensemble, assez frais. Aux réticences patronales s'ajoutent celles des syndicats, qui dénoncent la manœuvre de « récupération ».

En attendant, l'agitation sociale n'émeut guère le chef de l'Etat, qui affecte un désintérêt pour cette écume, ces vulgaires problèmes d'intendance. En revanche, la question fondamentale des rapports entre le gouvernement et le Parlement aurait davantage le don de l'agacer. De fait, une demande de convocation anticipée du Parlement va être à la base d'un nouveau conflit institutionnel. A l'origine, il y a la réponse évasive du chef de l'Etat à une demande d'audience des dirigeants agricoles. L'entrevue interviendra dès que « les circonstances » le permettront. Terrenoire précise même qu'elle n'aura lieu que « si rien ne vient, d'ici là, porter atteinte à l'autorité de l'Etat ».

E.C.P.A.

Explosion de la première bombe atomique française dans le désert saharien du Tanezrouft, près de Reggane.

Déçus, les dirigeants agricoles se tournent vers les parlementaires pour réclamer une session extraordinaire. *A priori* cette demande paraît recevable, si la majorité des députés en exprime le désir. L'article 29 de la Constitution prévoit, en effet, que « le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale ». L'article suivant ne paraît pas constituer un obstacle du côté du président de la République, dont le rôle semble se limiter à ouvrir et à fermer par décret les sessions extraordinaires. Michel Debré n'en manifeste pas moins un vif mécontentement dont il n'est pas difficile de trouver la source. Le 10 mars, le bureau de l'Assemblée a déjà reçu 240 lettres de députés et il en faut 277... Le premier ministre intervient énergiquement auprès des U.N.R. qui ont eu le malheur de se fourvoyer dans cette galère. La plupart reviennent sur leur décision. De son côté, le bureau de l'Assemblée, sous l'énergique impulsion de Chaban-Delmas, rejette une dizaine de demandes pour vice de forme... Malgré cela, le

◀ **Rampe de lancement. Ce n'est pas Cap-Canaveral et ses monstrueuses fusées... Mais on peut parler d'un grand succès technique des ingénieurs français.**

chiffre fatidique est atteint, puis franchi et on se trouve en présence de 287 demandes...

Reste à attendre la réponse de l'Elysée. Elle ne saurait faire de doute. Le chef de l'Etat exprime un veto absolu le 18 mars. Cette procédure ne peut être qu'exceptionnelle ; elle ne peut émaner d'un groupement professionnel. Enfin, les textes préliminaires de la Constitution montrent clairement que c'est le président de la République qui est seul habilité à décréter la session extraordinaire. En conclusion, déclare de Gaulle, « une nouvelle session ne serait compatible ni avec l'esprit des institutions que je dois faire respecter ni avec le fonctionnement régulier des pouvoirs publics que j'ai la charge d'assurer ».

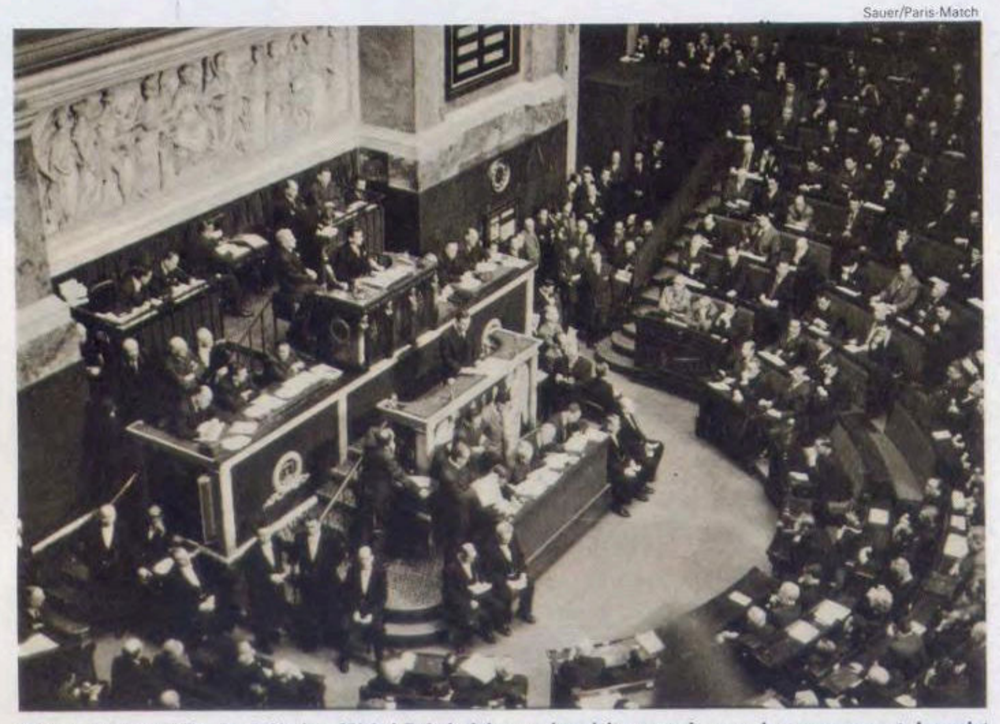
Inutile de dire que cette réaction n'a pas l'heur de plaire à tout le monde. La déception est sensible chez les socialistes, ralliés à une « opposition constructive ». Le M.R.P. est partagé, l'U.N.R. elle-même est troublée. Le flottement est général. Pour le Parlement, les petits jeux de naguère paraissent révolus ; toutefois, certains se demandent à bon droit si on n'est pas allé trop loin dans l'autre sens.

De cette Fronde, le général de Gaulle n'a cure. Pour le moment, ce sont les problèmes de la Communauté et du monde extérieur qui retiennent son attention. De fait, l'année 1960 va voir la destruction de la Communauté telle que la Constitution l'avait prévue, avec son président, son Sénat, sa cour de justice et sa couronne d'Etats autonomes. L'édifice n'a pas résisté au « souffle de l'Histoire ». Le général de Gaulle a en effet accepté de bonne grâce, en décembre 1959, la demande d'indépendance formulée par le Mali et Madagascar. Mais, contrairement au précédent guinéen et malgré l'article 86 de la Constitution, qui précise qu'un Etat indépendant « cesse, de ce fait, d'appartenir à la Communauté », le chef de l'Etat propose une formule d'association, dans le cadre d'une Communauté rénovée. Les nouveaux Etats auront tous les attributs de la « souveraineté internationale » ; la France parrainera leur entrée à l'O.N.U., mais des accords bilatéraux traiteront des problèmes de coopération militaire ou économique. La proposition est acceptée.



Keystone

Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du premier ministre, à la conférence de presse donnée après l'explosion de la bombe A. *A gauche :* Pierre Messmer.



Sauer/Paris-Match

Séance à l'Assemblée. Le 2 février, Michel Debré réclamera les pleins pouvoirs pour le gouvernement. Le projet des pouvoirs spéciaux est adopté, dans la nuit, par 441 voix contre 75 et 16 abstentions, après une séance houleuse.

La formule de Communauté rénovée ne réunit cependant pas l'unanimité. Dans une large mesure, elle renforce le « cartiérisme ». L'aide financière que la France continuera à donner sans contrepartie ne pourra que freiner son développement économique. En tout cas, les nouveaux accords avec le Mali et Madagascar annoncent la fin de ce qui avait été un empire. L'exemple ne peut être que contagieux.

Un strapontin

On ne saurait mieux dire. Le jour même où le Parlement entérine l'association, la Côte-d'Ivoire, le Niger, la Haute-Volta, le Dahomey réclament à leur tour l'accession à la souveraineté internationale. Cette démarche est, en grande partie, le résultat d'un amour déçu. Houphouët-Boigny, un des grands partisans de la Communauté première manière, ne cache pas son amertume : « La Communauté rénovée s'est élaborée ▶



Séruzier

9 juin 1960 : le projet d'une "force de frappe" est déposé sur le bureau du parlement

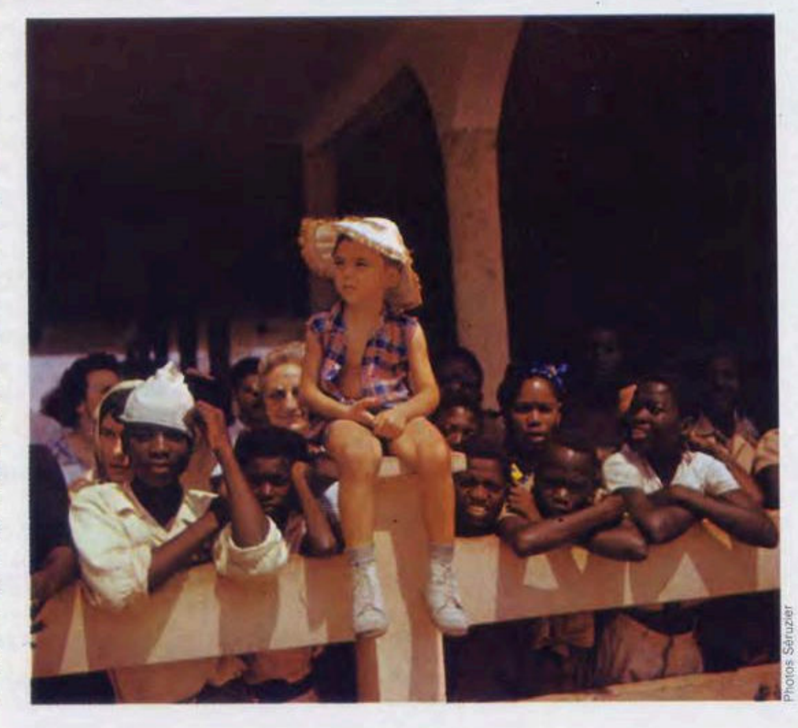
en dehors de nous et contrairement à nos vœux, qui nous portaient vers une organisation fédérative. C'est avec la Communauté tout entière que le Mali aurait dû négocier son indépendance... »

Pour se marier, il faut être deux, et la France n'a pas voulu aller à l'église. Mais Houphouët-Boigny et les autres dirigeants entendent aller plus loin que le Mali ou Madagascar. C'est une fois l'indépendance acquise et la candidature à l'O.N.U. acceptée que les accords de coopération avec la France pourront être négociés... Après quelque flottement, Paris accepte.

Reste la préparation de la conférence au sommet prévue en fin de compte pour le 16 mai et qui fait l'objet d'une intense activité diplomatique. A lire les commentaires des grands journaux américains et européens, le comportement du général de Gaulle constitue déjà une des grandes inconnues de l'échiquier diplomatique. Il est vrai que les grandes lignes de la politique extérieure de la Ve République se dessinent déjà et que les conséquences du fameux mémorandum de septembre 1958 n'ont pas fini de faire sentir leurs effets.

Avec l'approbation des Européens, mis au courant de la démarche de De Gaulle par une indiscrétion du journal *Der Mittag,* les Américains refusent de souscrire à la demande française. Il n'y aura pas une direction à trois du monde occidental, même si les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont des « responsabilités globales ». C'est le point de départ d'une petite guerre franco-américaine. Devant le refus de la France de stocker sur son sol des ogives nucléaires, les Etats-Unis retirent leurs escadrilles de Toul, d'Etain et de Chaumont. La décision de De Gaulle d'enlever à





Photos Séruzier

Dans son message de nouvel an, de Gaulle constatait que, « dans la Communauté, les peuples poursuivaient leur évolution en accord avec la République française ». En fait, les institutions de la Communauté devaient être remises en cause, peu à peu, en 1959, par suite de l'évolution interne d'un certain nombre d'États ainsi que par celle de la situation internationale en Afrique et dans le monde entier. A Brazzaville *(photos)*, on avait été sensible à la proposition de Communauté du général de Gaulle. Pourtant, le Congo, comme les autres États africains, réclamera son indépendance, et 1960 verra la destruction complète de la Communauté.

l'O.T.A.N. les forces navales françaises de Méditerranée n'est peut-être pas étrangère à l'abstention des Etats-Unis, lors du vote d'une résolution à l'O.N.U. sur l'affaire algérienne. Certains finissent par se demander si le général n'a pas l'intention de briser la solidarité atlantique.

Pour le moment, cette inquiétude est prématurée. Il n'est pas question de sortir de l'Alliance atlantique, voire de l'O.T.A.N. Mais la France ne peut se contenter d'un strapontin et doit avoir droit aux décisions. Le 3 novembre 1958, de Gaulle a été net devant les stagiaires de l'Ecole de guerre : « Il faut que la défense de la France soit française. La conception d'une guerre ou même d'une bataille dans lesquelles la France ne serait pas elle-même ne peut être admise. Le système qu'on appelle intégration a vécu. » En tout état de cause, l'idée d'armement atomique prend corps. Le 13 février et le 1[er] avril 1960, avec les explosions de Reggane, de Gaulle vient d'hériter de l'effort nucléaire de la Quatrième, et le 9 juin, le projet d'une « force de frappe » est déposé sur le bureau du Parlement.

Pour l'heure, c'est l'idée d'indépendance dans l'interdépendance qui l'emporte. C'est ce que l'on retrouve encore dans le credo du général en matière de politique européenne. De Gaulle accepte de jouer la carte de l'intégration économique, dans le cadre de l'Euratom, de la C.E.C.A. ou encore du Marché commun, qui entre dans sa première phase de réalisation. Depuis sa rencontre avec Adenauer à Colombey, il mise aussi sur un rapprochement franco-allemand, mais dès qu'il s'agit de l'avenir politique du vieux continent, il ne peut être question que d'une « Europe des patries ». Pour le moment, toute autre initiative serait risquée, tant que la France traîne le boulet algérien et ne dispose pas d'une armée digne de ce nom. Cette conception trouve de fidèles exécutants avec Couve de Murville et Michel Debré. Celui-ci doit, une fois de plus, faire violence à ses convictions. Il n'y a pas si longtemps, il manifestait ses préférences pour une Europe fédérale : « Il faut savoir unir et associer l'Europe au-dessus des nations. »

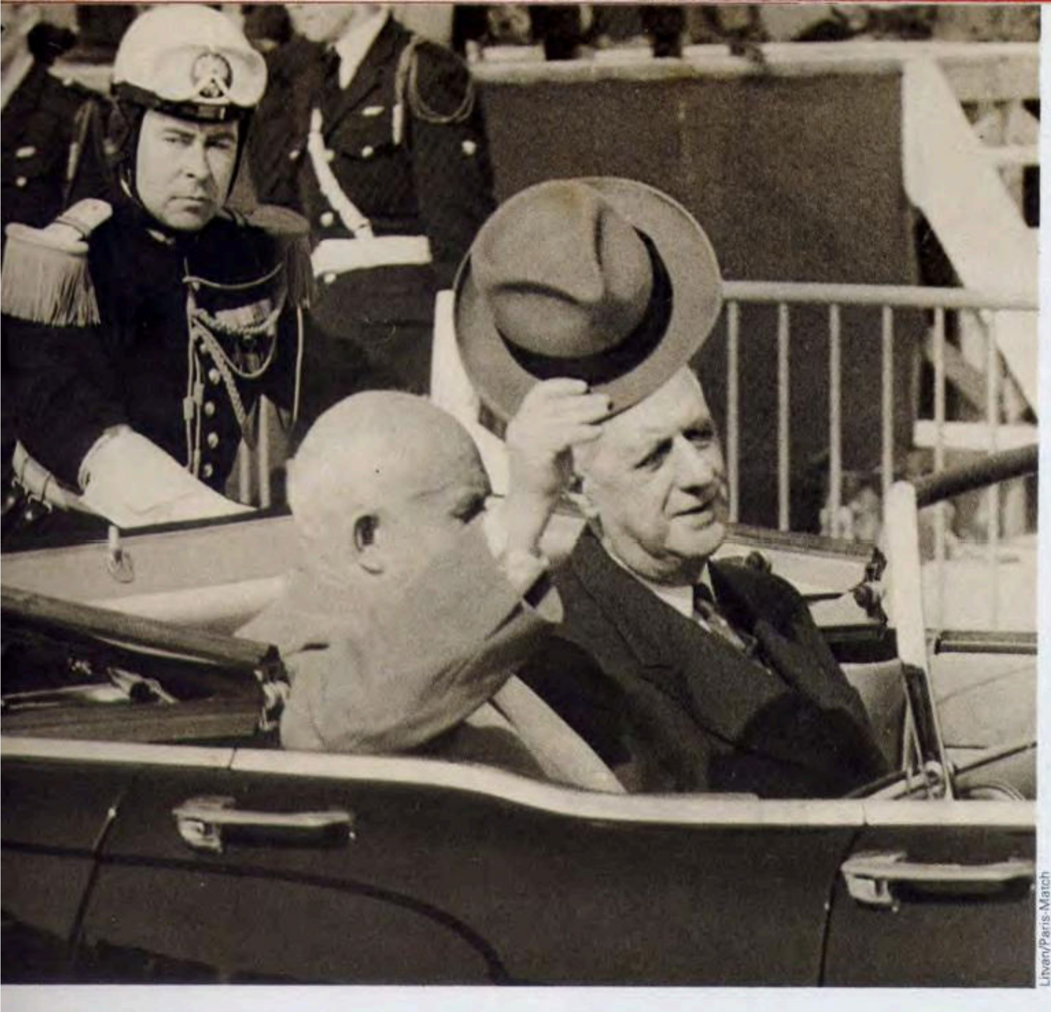
En tout cas, quels que soient les agacements ressentis par nombre d'Occidentaux, le prestige diplomatique de la France se relève. Les voyages du chef de l'Etat en Grande-Bretagne, au Canada et aux Etats-Unis en avril, constituent des événements. On admire l'homme de caractère, l'être d'exception, le prodigieux acteur qui manie aussi bien la langue de Montesquieu que celle de Tocqueville.

En fin de compte, l'issue de la conférence, dépendra essentiellement de l'humeur de Nikita Khrouchtchev, qui, depuis des mois, joue au paysan du Danube et occupe le devant de la scène internationale, multipliant impertinences et grossièretés, soufflant alternativement le froid et le chaud. S'il vante les mérites de la coexistence pacifique, il n'en profère pas moins des menaces voilées au sujet de Berlin.

Les frasques de Khrouchtchev

A la fin mars, Khrouchtchev a accompli un voyage officiel en France qui lui a permis de sonder le terrain, les intentions de De Gaulle, et de se livrer à quelques frasques : fugue en voiture avec le maréchal Malinovski, violent discours antiallemand à Reims. Par la volonté de la hiérarchie ecclésiastique, il ne pourra finalement rencontrer un personnage à sa taille, le chanoine Kir. Le 14 mai, Khrouchtchev est de retour à Paris et la conférence au sommet s'ouvre deux jours plus tard, avec Eisenhower, Macmillan et de Gaulle... sur un retentissant coup de théâtre. Fort de l'affaire de l'avion espion U-2 abattu quinze jours plus tôt au-dessus de l'Oural, Khrouchtchev fait un éclat. Il ne participera à la rencontre qu'à trois conditions : excuses publiques d'Eisenhower, promesse de punir les coupables, engagement d'interrompre le vol des U-2. Eisenhower refuse de se soumettre aux deux premiers points. Khrouchtchev part en claquant la porte. La réunion au sommet n'aura pas lieu.

Avant de quitter Paris, le Premier soviétique effectue un dernier numéro ▶



Lhvan/Paris-Match

◀ **Khrouchtchev a fait en France un séjour « remarqué ». La rupture de Paris, toutefois, pouvait apparaître comme un incident plutôt qu'un tournant de la « guerre froide ».**

Khrouchtchev effectue un dernier numéro

au cours d'une conférence de presse. Devant les journalistes, il raconte son entrevue avec Eisenhower à Camp David : « J'ai ouvert la bouche pour demander à Eisenhower d'arrêter les vols des U-2. Et puis je me suis dit qu'un homme qui survole votre territoire ne peut être votre ami, qu'il n'est pas franc. J'ai attendu et j'ai fait ce qu'on faisait à la maison quand le petit chat n'avait pas été propre : je lui ai mis le nez dans sa saleté. » Après quelques inquiétudes, on comprend bientôt les raisons de l'éclat de Khrouchtchev. L'homme veut la détente, mais le conflit avec les Chinois le gêne aux entournures. La cohésion des Occidentaux est restée totale. Il n'en reste pas moins que la visite de Khrouchtchev, l'échec de la conférence, ne constituent que des parenthèses dans la vie française. Force est bien d'admettre qu'en mai-juin 1960 la situation intérieure du pays apparaît trouble. Même si une motion de censure ne recueille que 122 voix, la rentrée parlementaire est marquée par un nouveau vent de fronde. Le caractère ambigu du régime agace. Après les accords avec Madagascar et le Mali, la révision de la Constitution par le Parlement ouvre un nouveau conflit avec le gouvernement qui recourt au vote bloqué pour éviter une bataille d'amendements. La réaction des députés est vive. Force est de constater également que le climat social est mauvais, que le clivage de l'opinion ne cesse de s'aggraver sur l'affaire algérienne.

Il est encore renforcé par la querelle scolaire. Enfin, la mutation de la Communauté provoque des remous dans une partie de l'opinion.

De l'avis des meilleurs observateurs, le régime traverse une crise deux ans après celle qui l'a vu naître. Pour Raymond Aron, la prolongation de la république gaulliste s'explique d'abord par la personnalité du chef de l'Etat et aussi par le fait que les Français lui font encore confiance pour sortir de l'impasse algérienne. De Gaulle est finalement conscient de cette nouvelle montée des périls. C'est pourquoi le 14 juin il s'adressera de nouveau à la population. H

Philippe MASSON

Gardes, ce colonel né au son du canon, rêvait d'une Algérie fraternelle

Dans un visage pâle aux narines pincées, aux joues creuses, s'illumine l'œil d'un mystique que l'on sent dévoré d'une flamme intérieure. Le courage, l'honnêteté, la franchise se lisent dans son regard. Mais aussi la farouche détermination de tout mettre en œuvre s'il le faut, pour accomplir la mission dont il se sent investi...

Cette mission, pour Jean Gardes, colonel de quarante-six ans, elle tient en deux phrases : faire de l'Algérie une terre réellement française; faire des Algériens de vrais Français. La colonisation ayant échoué, c'est à l'armée qu'il incombe de réussir cette tâche. Une armée à la fois ferme et paternelle, qui imposera la justice et le progrès social outre-Méditerranée, contre la volonté des grands féodaux. Et, au besoin, en faisant violence à la métropole.

Né en 1915, au son du canon, Jean Gardes va consacrer sa vie à la guerre. A peine sorti de Saint-Cyr, le voilà jeté sur les champs de bataille du second conflit mondial. Officier plein d'allant et de sang-froid, il est grièvement blessé en Italie, à la tête de ses tirailleurs marocains. Il se remet à temps pour ne pas rater l'Indochine, dont l'expérience influencera le reste de sa carrière. Au cabinet de De Lattre, d'abord, à celui de Salan, ensuite, Jean Gardes découvre la « guerre des foules », la guerre subversive, qui va l'imprégner lui et tant d'autres. Il se passionne pour la contre-guérilla, les « coups tordus » et, surtout, pour la technique de la propagande et de l' « information dirigée », cette arme qui, bien utilisée, peut faire autant de mal à l'ennemi qu'un bataillon bien entraîné.



Keystone

Pour compléter sa connaissance du renseignement, Gardes va ensuite passer un an au Maroc à la tête du 2e bureau. Puis, en 1954, il revient à Saigon. La chute de Dien Bien Phu le remplit d'amertume tout en lui apportant confirmation de l'efficacité de l'arme psychologique que les Viets ont su utiliser avec maestria.

De nouveau le Maroc, toujours à la tête du 2e bureau, et il se retrouve à Paris. Sa mère, propriétaire du fameux restaurant Gardes, rue du Bac – que hante tout ce que la capitale compte d'anciens ministres de gauche, de parlementaires, d'académiciens et de hauts fonctionnaires – croit ingénument qu'à présent son fils va l'aider à gérer l'affaire. Elle se trompe. L'Indochine, c'est terminé. Le Maroc, c'est terminé... Reste l'Algérie.

Le rêve du colonel Gardes va prendre corps. Il imagine un Tito français s'appuyant sur l'armée et distribuant les terres aux fellahs d'Algérie... Nommé chef du service presse-information au cabinet de Chaban-Delmas, alors ministre de la Défense nationale, il participe à la préparation du 13 Mai, qui verra, il n'en doute pas, la naissance d'une Algérie fraternelle.

Lorsque Salan quitte Alger, Jean Gardes est nommé à la tête du 5e bureau, chargé de l'action psychologique. Il lui incombe de « protéger le moral » de l'armée et celui des populations. A grands coups de propagande, de slogans, de haut-parleurs, d'affiches, faisant donner toutes les « ficelles de la presse » pour faire pénétrer parmi les foules les idées-force du gouvernement, il insuffle au 5e bureau une efficacité extraordinaire.

Mais quand l'Élysée renonce à l'intégration, quand de Gaulle parle de « personnalité algérienne », Jean Gardes s'enferme dans son idée fixe : l'Algérie française. Il durcit sa position. Il se braque. Ce ne sont plus les directives de Paris que le 5e bureau achemine alors, mais la propagande des mouvements nationaux et activistes d'Algérie, qu'il a entrepris de fédérer en une seule organisation dont l'armée, imagine-t-il, prendra le contrôle.

Et il en arrive à s'opposer ouvertement à la politique de Paris. Tant et si bien qu'au lendemain de l'affaire des barricades il se retrouvera dans le box des accusés aux côtés des Lagaillarde, des Sérigny, des Pérez...

DÉJA BOUMEDIENE SONGE AU POUVOIR

Guy Mandery/C.E.D.R.I.

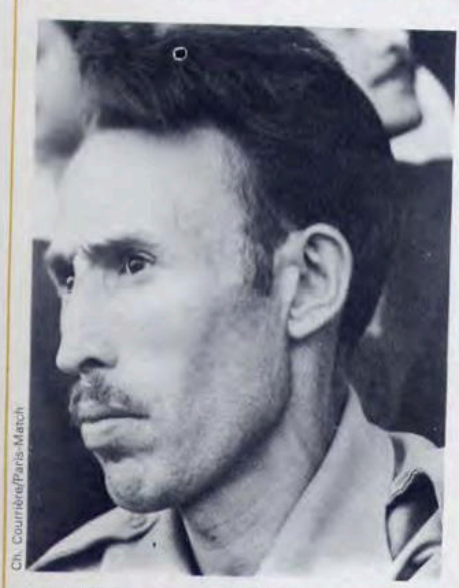
Ci-dessus : **Ghardimaou, en Tunisie, où se trouve le quartier général de l'A.L.N.** *Ci-dessous :* **Le Kef. La ville arabe compte de nombreuses mosquées et zaouïas.**



Célerier-Perrin

Le communiqué final publié à l'issue du troisième Conseil national de la révolution algérienne (décembre 1959-janvier 1960) annonçait discrètement « la constitution, au sein du gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.), d'un Comité interministériel de la défense nationale, auquel serait directement rattaché un état-major ». Cet état-major général (E.M.G.) de l'Armée de libération nationale avait été, en réalité, désigné à la fin du C.N.R.A. Le rapport des forces en présence au sein du « parlement du F.L.N. » permettait alors de penser que si le communiqué faisait état d'une suprématie des trois leaders du Comité interminis-

Boumediene, « moine-soldat » de la révolution algérienne



Ch. Courrière/Paris-Match

Boumediene : devenu chef d'état-major, il sera l'homme de la jeune armée révolutionnaire.

Lorsque Houari Boumediene se présente, le 15 février 1960, au camp de l'A.L.N. d'Oued-Mellègue, pour y faire son premier exposé en tant que chef de l'état-major général – nouvellement créé – de l'A.L.N., chacun le reconnaît du premier coup, car son physique sort du commun.

Avec sa frêle silhouette dégingandée, toute en longueur, sa démarche souple et frileuse de grand échassier décharné, sa figure allongée, émaciée, taillée à la serpe, sa chevelure rousse plantée en désordre sur un front haut, ses pommettes saillantes, ses mains étrangement blanches et fines, ses doigts nerveux, crispés, dont le bout, jauni de nicotine, révèle le fumeur invétéré, il n'est pas de ceux qui passent inaperçus. Tout en lui est tranchant : la carcasse mince et sèche, le crâne osseux, la mâchoire anguleuse, les arêtes vives du visage, l'œil brun perçant qui vous scrute du fond de sa fièvre, l'accent aigu de la moustache sur le trait fort de la lèvre supérieure, le sourire âpre, parfois cinglant, le cou maigre jaillissant du col de la chemise kaki largement ouverte. La voix, presque toujours basse, est, elle aussi, abrupte et saccadée.

Boumediene n'est pas comme les autres et pourtant les paysans-soldats de l'A.L.N. acceptent facilement son autorité parce que, comme eux, il est né humble, parce qu'il sait se montrer calme et prudent et parce qu'il monte vers les sommets du pouvoir non pas au pas de course, mais au pas lent des montagnards de l'Aurès ou du Hodna.

Lorsqu'il vient au monde, en 1925, à Guelma, on n'est pas riche, dans sa famille, celle des Bou Kharouba, dont le nom évoque le caroubier au feuillage éternel et au fruit médiocre bon pour faire, surtout, la « confiture du pauvre ». Le père, un khammès *(métayer au quint), élève difficilement ses cinq enfants : deux filles et trois fils, Ahmed, Mohamed et Saïd.*

Mohamed, celui qui deviendra le chef de l'A.L.N., fait à pied une partie des chemins de l'Est algérien pour aller s'inscrire, à Constantine, comme élève de langue et littérature arabes. Il étudie à la zaouïa Khattenia et à l'institut Ben-Badis. Il entre, comme beaucoup de jeunes de sa génération, aux « scouts musulmans », première pépinière du nationalisme algérien, et milite, à la base, dans le parti nationaliste le plus radical, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.

En 1950, il poursuit ses études à la « Zitouna », de Tunis, mais le conservatisme somnolent de la vieille « université de l'Olivier » ne lui convient guère, et il s'en va, un an plus tard, suivre, au Caire, en auditeur libre, l'enseignement de la prestigieuse université religieuse d'Al-Azhar et les cours du soir de l'école « Khiddouia ». Il ne peut compter alors que sur une maigre bourse et il gagne sa vie comme instituteur.

Toujours militant du M.T.L.D., il donne un coup de main aux représentants de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc au

(Suite page 2 375)



Coll. Particulière



Coll. Y. Cour

***A gauche :* Abdelhafid Boussouf, ministre de l'Armement et des Liaisons générales du G.P.R.A. Il est le chef de file de la tendance la plus intransigeante. *A droite :* Houari Boumediene et Azedine à l'état-major de l'Ouest.**

beaucoup de chefs locaux n'acceptent que de ma

tériel de guerre, Krim Belkacem, Boussouf et Ben Tobbal, sur le nouveau triumvirat de l'E.M.G. (colonel Boumediene, commandant Slimane, commandant Menjli), le lien de subordination de la deuxième instance par rapport à la première serait assez théorique.

De fait, lorsque le nouveau G.P.R.A. issu du 3e C.N.R.A. tient, le 5 février 1960, la réunion à l'issue de laquelle la composition et les pouvoirs de l'E.M.G. sont rendus publics, Boumediene a commencé à parler d'égal à égal avec Krim Belkacem.

Une nouvelle stratégie

Ses interventions, par exemple, pèsent lourd dans les décisions qui sont prises, courant février, pour réorganiser les divers rouages du G.P.R.A.

Les anciens ministres Ben Youssef Ben Khedda et Toufik El-Madani deviennent respectivement « ambassadeur itinérant » et ambassadeur au Caire ; les anciens secrétaires d'Etat Abderrahmane Lamine Khene et Omar Oussedik, respectivement directeur des affaires politiques au ministère de l'Intérieur et ambassadeur en Guinée (où il travaillera en étroite liaison avec le théoricien Frantz Fanon, nommé ambassadeur au Ghana). La suppression du « ministère des Affaires nord-africaines », dont les services sont désormais rattachés au ministère des Affaires étrangères de Krim Belkacem, est compensée par la désignation, aux postes d'ambassadeur à Rabat et à Tunis, de deux fortes personnalités, le Dr Chouki Mostefai et le commandant Kaci. Ce dernier était l'éminence grise de Krim Belkacem dans les affaires militaires. Sa rétrogradation et l'exil du deuxième conseiller influent du chef kabyle, le commandant Mouloud Idir (nommé ambassadeur à Karachi) indiquent que la stratégie de Krim va être abandonnée au profit de celle de Boumediene.

Quelle est cette stratégie ? L'ancien commandant de la wilaya 5 l'expose en détail à la mi-février, au cours de l'importante conférence des cadres militaires qu'il préside au camp d'Oued-Mellègue, au sud-ouest du Kef :

« Nous avons devant nous, à la frontière marocaine et à la frontière tunisienne, explique-t-il, des barrages meurtriers. Le « barrage de l'est », surtout est particulièrement redoutable, avec sa double rangée de fils électrifiés posés, sur une longueur de 320 km, depuis la côte, à l'est de Bône, jusqu'au point d'eau d'El-Ma-el-Abiod, au Sahara, et son « contrôle radar » depuis la mer jusqu'à Négrine. L'existence de tels obstacles rend difficiles la fourniture d'armes aux *djounoud* combattant en Algérie et, d'autre part, le retour dans leur wilaya d'origine des commandos légers ou des isolés de l'A.L.N. qui sont arrivés, au cours des derniers mois, au Maroc et en Tunisie.

» La doctrine militaire qui avait été mise en œuvre avant le C.N.R.A. de Tripoli aboutissait à lancer périodiquement à l'assaut des barrages des forces relativement importantes qui se faisaient décimer. Elle doit donc être abandonnée. Des *fidayin* et des agents de liaison doivent, certes, continuer à franchir le barrage, ne serait-ce que pour maintenir le contact avec la résistance intérieure, mais les groupes qui auront pour mission de passer seront désormais très petits et les hommes qui les formeront auront été préalablement entraînés à « la lutte anti-barrage ». Les unités de l'A.L.N. stationnées au Maroc et en Tunisie devront, elles, harceler l'adversaire en permanence et de plus en plus agressivement, en utilisant les mortiers, l'artillerie et les fantassins, qui seront engagés dans des



Kahia

Entraînement dans ▶ un maquis de l'extérieur avec une batterie anti-aérienne. Le colonel Boumediene s'efforcera d'augmenter la force de frappe de l'A.L.N. en recrutant des combattants parmi les Algériens vivant hors des frontières de leur pays et en les dotant d'armes modernes. Il rétablira l'unité de commandement.



Coll. particulière

A gauche : **Krim Belkacem. Vice-président et ministre des Affaires extérieures du G.P.R.A.** *A droite :* **le commandant Slimane, un des trois leaders del'E.M.G. Cet ancien notable de Tiaret s'était engagé dans l'A.L.N. en 1956.**



Gamma

...re très relative les ordres et le contrôle de Tunis

combats courts, mais violents. Le but est de fixer, à l'est et à l'ouest, le plus possible de soldats français, de manière que la résistance intérieure, qui devra de plus en plus, ne nous le dissimulons pas, compter sur ses propres forces, ait à combattre un ennemi moins nombreux. »

Ayant ainsi clairement défini sa stratégie, Boumediene réclame au G.P.R.A. les moyens matériels et financiers nécessaires pour atteindre, au moins partiellement, ses objectifs. Ses demandes sont importantes, car la tâche qu'il se propose d'accomplir est lourde.

En février 1960, en effet, l'A.L.N. de Tunisie et du Maroc ne compte que 12 000 hommes, dont 4 000 seulement peuvent combattre avec des moyens modernes, les autres ne disposant que d'un armement hétéroclite ou démodé. L'affaiblissement progressif de l'autorité du G.P.R.A. a, d'autre part, provoqué une dangereuse « autonomisation » des chefs locaux. Certains en sont presque arrivés à « tenir les crêtes pour leur propre compte ». Beaucoup n'acceptent que de manière très relative les ordres et le contrôle de la « direction de la révolution » installée à Tunis. On les a vus, dans un passé récent, participer plus ou moins directement aux intrigues compliquées qui se sont nouées à la faveur des luttes personnelles et politiques opposant entre eux différents clans du G.P.R.A. et qui ont été exploitées, à leur profit, par les autorités marocaines et tunisiennes soucieuses de ne pas laisser s'implanter sur leur territoire, un F.L.N. trop puissant.

Pour redresser la situation, Boumediene doit rétablir l'unité du commandement et faire régner, à tous les échelons, une discipline rigoureuse. Il doit aussi augmenter la « force de frappe » de l'A.L.N. en gonflant ses effectifs grâce au recrutement intensif de jeunes Algériens vivant hors des frontières de leur pays, en dotant ces nouvelles recrues d'un armement équivalant à celui de l'adversaire et en assurant enfin la promotion de cadres, surtout de cadres moyens compétents et qualifiés.

L'ancien cafetier

Le chef de l'E.M.G. se lance, en somme, avec une volonté de fer, dans une rude entreprise : transformer un conglomérat de combattants éparpillés sur les territoires tunisien et marocain en une armée digne de ce nom. Pour commencer, il transforme les P.C. opérationnels assez légers de l'A.L.N. à Ghardimaou (frontière algéro-tunisienne) et à Oujda (frontière algéro-marocaine) en véritables quartiers généraux. Son « adjoint pour l'Est », le commandant Menjli, s'établit dans le premier de ces Q.G., son « adjoint pour l'Ouest », le commandant Slimane, dans le second, et lui-même alterne les séjours dans l'un et l'autre.

Ancien cafetier à Jemmapes, Ali Menjli, qui est âgé de trente-huit ans, s'est engagé dans l'A.L.N. dès novembre 1954. Il a combattu et pris du galon dans la wilaya 2, qu'il a quittée au début de 1958, pour rejoindre la Tunisie. Après avoir occupé les fonctions de commissaire du gouvernement près le tribunal qui a jugé les officiers de l'A.L.N. compromis dans le « complot des colonels », il a exercé des responsabilités politico-militaires de plus en plus importantes dans la zone frontalière algéro-tunisienne. Il est hypernerveux, agité, parfois brouillon, mais il ne manque pas de qualités d'animateur. Il prend, en tout cas, une autorité suffisante pour s'imposer comme un interlocuteur de poids auprès des chefs de la garde nationale tunisienne



Boumediene est né Mohamed Bou Kharouba, nom qui évoque le caroubier au feuillage éternel.

(Suite de la page 2374)

« Bureau du Maghreb arabe » qui travaillent à préparer, contre le système colonial français, une insurrection à l'échelle de toute l'Afrique du Nord. Il tourne la ronéo, tire des tracts, développe sa formation politique et, bientôt, sa formation militaire.

Il fait en effet partie du groupe de quinze étudiants que le « Bureau du Maghreb arabe » envoie suivre, à partir d'août 1953, des séances d'instruction à l'École de guerre d'Alexandrie et qui reçoit ensuite un entraînement militaire dans un camp proche du Caire. Très désargentés, les sept Algériens du groupe, lorsqu'ils se rendent dans la capitale, habitent une villa appartenant au « Bureau du Maghreb », mais deux délégués algériens à cet organisme Mohamed Khider et Hocine Aït Ahmed, leur demandent, au printemps suivant, de quitter les lieux. Première déception pour le volontaire de Guelma. Première coupure entre l'apprenti soldat Mohamed ben Brahim Bou Kharouba et les « hautes personnalités politiques » de la vieille garde du nationalisme algérien.

Après le déclenchement de l'insurrection algérienne de novembre 1954, le Néo-Destour obtient l'autonomie interne de la Tunisie et il préfère négocier avec le gouvernement français la future indépendance du pays plutôt que d'arracher cette indépendance par les armes. Le « groupe des 15 » est dissous.

Ben Bella, troisième représentant de l'Algérie au « Bureau du Mahgreb », fait embarquer sur le Dina, *le yacht – ancré à Alexandrie – de la reine Dina de Jordanie, un stock d'armes destiné aux résistants algériens et marocains qui doivent le réceptionner à Nador, au Maroc espagnol. Convoyeurs : neuf hommes sous le commandement d'un Soudanais, Brahim Niyal, et d'un Algérien, qui n'est autre que Bou Kharouba. Le navire arrive à bon port, non sans contretemps et péripéties. Le chef du groupe algérien du* Dina *entre ainsi, par la grande porte, dans la guerre. Il remet un message de Ben Bella au chef F.L.N. Ben M'Hidi, qui acheminera vers la wilaya 5 la plus grosse partie de la cargaison d'armes.*

Le trafic d'armes s'organise « depuis Nador jusqu'à Nemours, à travers mille et un détours », comme écrit à un ami un des étudiants algériens convoyeurs (qui s'amuse à versifier, dans le style d'Apollinaire, sur les premières aventures des néo-contrebandiers). Bou Kharouba est l'un des principaux organisateurs de ces transports de matériel de guerre et, lorsqu'il rentre au Maroc, il se montre parmi les plus assidus des militants qui, à la base d'Oujda, suivent les cours (stratégie, histoire, économie politique) du Centre de formation et de perfectionnement du F.L.N.

Il travaille avec Boussouf, lui-même premier lieutenant de Ben M'Hidi, chef de la wilaya 5.

Quand Ben M'Hidi meurt, en 1956, Boussouf le remplace, et quand Boussouf, en septembre 1957, quitte le sol algérien, son successeur à la tête de la wilaya 5 sera son ex-adjoint Bou Kharouba – ou plutôt Houari Boumediene, car le nouveau

(Suite page 2 377)

les officiers "nouveau st



Mafart

L'E.M.G. voudrait renforcer l'A.L.N. du Sahara pour qu'elle pût attaquer les oléoducs *(photo)* et les installations...



Dimka/Swetchine

... pétrolières. Elle fournirait ainsi au G.P.R.A. un bon moyen de pression dans ses négociations avec la France.

avec lesquels l'A.L.N. doit établir les règles d'une cohabitation qui n'est pas toujours facile.

Le commandant Slimane est un exploitant agricole et un notable de Tiaret. Marié à une sage-femme de cette petite ville d'Oranie, aimant la terre, les chevaux et les armes, il est, culturellement, à mi-chemin entre le traditionalisme et le modernisme. Il a milité, avant la guerre d'indépendance, dans l'« Union démocratique du Manifeste algérien » de Ferhat Abbas, puis, après l'insurrection de novembre 1954, dans le F.L.N. Il s'est engagé dans l'A.L.N. en 1956 et il a commandé, depuis le P.C. de Figuig, dans le Sud marocain, la zone 8 de la wilaya 5.

Alors que Menjli parle peu, et se contente souvent d'écouter un interlocuteur en mâchonnant une cigarette qui traîne au coin de ses lèvres, sous la moustache rousse, Slimane, dont le verbe est abondant, se montre toujours disert, voire volubile. Avec sa voix puissante, ses épaules larges, son regard noir mobile éclairant une grosse figure ronde, son tempérament bouillant, ses discours véhéments ou pittoresques, ses colères tonitruantes, c'est un personnage qui prend de la place, et qui fait du bruit.

Le premier problème que le Q.G. d'Oujda doit résoudre, en se référant aux directives de Boumediene et du Comité interministériel de guerre, est celui que pose la révolte du capitaine Zoubir, en dissidence, depuis le mois de décembre, dans la région de Touissit, où l'ancien chef de la zone 1 (Tlemcen) de la wilaya 5 s'est replié avec 300 de ses partisans. Une commission d'enquête, au sein de laquelle ont travaillé, entre autres, Krim Belkacem, Boussouf, Ben Tobbal, Boumediene, Mohammedi Saïd et Boualam Bessaih, a déposé son rapport et des émissaires du G.P.R.A. et de l'E.M.G. sont dépêchés au rebelle. Après des tractations laborieuses, et parfois dramatiques, qui se déroulent notamment à Berkane, Zoubir finira par se rendre aux autorités marocaines et son petit mouvement séparatiste se résorbera complètement. Ce sera là, pour le haut commandement de l'A.L.N., un succès d'autant plus net qu'il s'accompagnera d'une réorganisation assez efficace de la direction de la wilaya 5 (où un chef de grande envergure, Abdelghani, qui, à Figuig, a pris la place de Slimane à la tête de la zone 8, prend une autorité croissante).

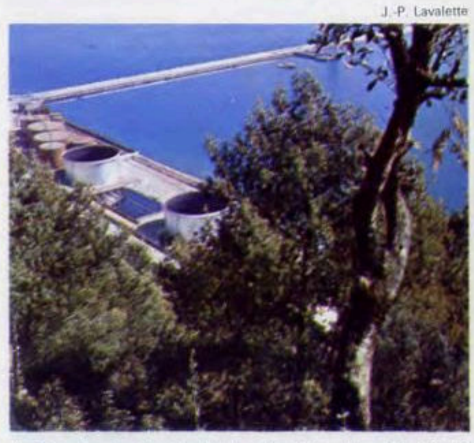
Un "quatrième mousquetaire"

Si le quartier général d'Oujda s'occupe ainsi directement, à l'ouest, des affaires de la « wilaya périphérique » oranaise, le quartier général de Ghardimaou essaie, de manière systématique, à l'est, de mettre de l'ordre dans les affaires de la wilaya 1 (Aurès-Nemencha). Il y réussit cependant moins bien, car il a du mal à arbitrer les rivalités entre les responsables locaux qui, souvent, reflètent elles-mêmes des querelles tribales.

L'état-major général entreprend, en tout cas, et systématiquement, de restructurer le commandement de toutes les wilayas de l'intérieur en y faisant intégrer, au niveau supérieur, des cadres d'une certaine valeur technique. Ces nouveaux envoyés spéciaux des Q.G. de Ghardimaou et d'Oujda remplacent souvent des « baroudeurs » courageux, mais dont l'inexpérience en matière stratégique, coûte parfois cher aux combattants des wilayas (on compare ces novices, dans les popotes de l'E.M.G., aux coiffeurs dont parle le proverbe arabe et « qui apprennent leur métier sur la tête des orphelins »). Les officiers « nouveau style » obtiennent d'assez bons résultats, sauf en wilaya 3, où certaines de leurs initiatives — par exemple des tentatives de limiter l'usage de la langue kabyle — sont fort mal accueillies par la population.

Les grandes offensives de l'armée française, qui font suite aux opérations « Jumelles » (en wilaya 3) et « Pierres-Précieuses » (en wilaya 2) limitent cependant les possibilités de réorganisation de l'A.L.N. en Kabylie et dans le Nord

J.-P. Lavalette



A Bougie, le terminal du pipe-line. Un objectif de choix pour les *djounoud* massés à la frontière.

…" obtiennent d'assez bons résultats au combat



Coll. particulière

Boumediene, ce colonel adoré de ses hommes.



Coll. particulière

Les maquisards combattent par petits groupes.

constantinois, ainsi d'ailleurs que dans l'Algérois. La « reconversion » recommandée par l'A.L.N. se traduit surtout par un morcellement des unités opérationnelles, qui se rendent plus légères pour mieux échapper aux « commandos de chasse » lancés à leur poursuite. Ordre est donné de développer simultanément l'action strictement politique des militants de l'organisation politico-administrative du F.L.N., qui, souvent, quittent les montagnes pour se rendre clandestinement dans les villes.

En mars 1960, l'état-major général, qui a effectué, à Ghardimaou et à Oujda, un travail d'organisation considérable, est devenu un pouvoir homogène avec sa propre administration, ses services spécialisés (transports, transmissions, centres de formation et de perfectionnement), ses écoles de cadres, sa hiérarchie d'officiers et de sous-officiers plus dévoués à leur chef, le colonel Boumediene, qu'aux « Excellences » du G.P.R.A.

Il attire à lui, du coup, des éléments dynamiques dans les milieux les plus divers de la résistance algérienne. Les trois leaders de l'E.M.G., Boumediene, Slimane et Menjli, s'adjoignent, tout d'abord, un « quatrième mousquetaire », le commandant Azedine, l'homme aux dix blessures, le vétéran prestigieux dont le courage et les exploits en wilaya 4 sont donnés en exemple à tous les soldats. Des étudiants qui ont combattu dans les rangs de l'A.L.N. viennent aussi grossir l'équipe des conseillers qui entourent Boumediene. Au Q.G. d'Oujda, de jeunes intellectuels issus des milieux citadins d'Oranie ou de familles algériennes repliées au Maroc commencent à jouer les premiers rôles : ils s'appellent, par exemple, Larbi Taibi, Ahmed Medeghri, Cherif Belkacem (« capitaine Djamal »).

L'état-major général reçoit enfin le renfort d'officiers algériens de l'armée française — notamment le capitaine Zerguini, le lieutenant Chabou, le lieutenant Slimane Hoffman — qui quittent leurs régiments stationnés en Allemagne pour rallier le F.L.N. et qui apportent à l'A.L.N. leur expérience de professionnels sortis des écoles militaires françaises.

Les options de l'avenir

Force militaire en expansion et force politique en construction, l'E.M.G. traite avec le G.P.R.A. d'égal à égal. Souvent les deux autorités donnent ensemble leurs directives pour la conduite de la guerre, la gestion des affaires courantes, la création d'institutions nouvelles (des tribunaux militaires chargés de juger les hommes de l'A.L.N. selon les dispositions d'un « code de justice militaire » promulgué en février 1960 sont, par exemple, mis en place dans les différentes circonscriptions territoriales, depuis la nahia — région — jusqu'à la wilaya — province — en passant par la mintaka — zone —, et un tribunal révolutionnaire suprême est constitué — sur le papier — pour juger les infractions qui seraient éventuellement commises par des colonels, des commandants, ou des membres du C.N.R.A. et du G.P.R.A.). Parfois aussi, les deux autorités s'opposent, par exemple, au sujet des crédits budgétaires affectés, d'une part à l'armée, d'autre part aux civils (fonctionnaires et diplomates du G.P.R.A.).

Comment doivent être répartis les fonds ? Comment doivent-ils être utilisés et contrôlés ? Ces questions dépassent le cadre de la technique financière. Elles sont, au plus haut chef, politiques, et les antagonismes entre l'E.M.G. et le G.P.R.A. deviendront, de plus en plus, des conflits au sujet de l'orientation générale de la révolution algérienne et sur les options de l'avenir — conservatrices ou, au contraire, socialisantes. H

Albert Paul LENTIN



G. Viollon

A Tlemcen, le minaret de la mosquée de sidi Bou Medine, célèbre mystique et savant musulman.

(Suite de la page 2 375)

colonel commandant en Oranie a pris comme nom de guerre celui du célèbre mystique soufi, saint et savant musulman, dont un sanctuaire fameux, à Tlemcen, perpétue la mémoire.

Remarquable organisateur d'une wilaya qu'il dirige depuis le P.C. d'Oujda, au Maroc (mais en allant inspecter de temps à autre les maquisards de l'intérieur), nommé chef du commandement opérationnel de l'Ouest dès qu'il a gagné Tunis, désigné enfin comme chef de l'état-major général de l'A.L.N., Boumediene n'a pas cessé de prendre, au sein du F.L.N., des responsabilités de plus en plus lourdes.

Tout le monde, dans les milieux politiques comme dans la presse, s'interroge, dès lors, à son sujet. Comme il est volontiers discret et taciturne, qu'il prend vis-à-vis des journalistes et des diplomates une « distanciation » évidente et qu'il protège à la mitraillette le mur de sa vie privée, on le présente souvent, dans les capitales occidentales, comme un leader énigmatique, comme une sorte de sphinx sur le « mystère » duquel on greffe des légendes abusives.

Parce qu'il est jeune et méditatif et parce que son treillis, ses yeux et ses cheveux ont la couleur des feuilles d'automne, on le dit « romantique ». En fait, Boumediene est sans doute le plus mûr, le plus réfléchi, le moins rhéteur-acteur des dirigeants du F.L.N. Maître de ses passions, froid calculateur, il pèse ses décisions comme son père paysan pesait la mesure de semoule : lentement, longuement. Il s'informe, il interroge autour de lui, longuement, patiemment, avant de trancher et d'ordonner.

Parce qu'il préfère parler arabe que français, qu'il n'aime pas tellement paraître en public et parce que la présence d'un interlocuteur qu'il connaît ou devine mal le rend laconique et contracté, gêné et gênant, on l'assimile à un « moine-soldat » timide, ascétique et glacé. En fait ceux qui le connaissent bien savent que si une communication relativement confiante s'établit avec lui, Boumediene se dégèle miraculeusement. Le muet, devenu éloquent, parle d'abondance, s'anime, s'esclaffe à l'occasion, ou bien s'emporte. Une flamme jaune s'allume alors dans son œil pâle, tandis qu'il secoue, comme des flammèches rougeoyantes, les mèches rebelles de ses cheveux fous.

Parce qu'il ne dissimule pas son attachement farouche aux valeurs culturelles ancestrales que l'islam véhicule au Maghreb et parce qu'il affirme la nécessité de construire, après l'indépendance, en Algérie comme en Égypte, un État fort, puissamment structuré, on prétend enfin que Boumediene est « nassérien ». En fait, cet amoureux de l'efficacité rationnelle n'apprécie guère le verbalisme emphatique de l'Orient, et s'il reconnaît le rôle historique et la stature du Raïs du Caire, il se méfie de toutes les idéologies d'importation, de tous les modèles étrangers – fussent-ils arabes – susceptibles, à ses yeux, de dénaturer ou de corrompre l'originalité, la spécificité algérienne.

Ce colonel politisé jusqu'au bout des ongles, qui n'aime pas plus les galons, les médailles et les signes extérieurs de l'autorité que les discours de tribune devant de vastes auditoires, cet intellectuel en uniforme qui n'ignore pas les aspirations progressistes des ruraux misérables ou des citadins prolétarisés de son pays, valorise, avant tout, ce qui vient du terroir et ce qui retourne au terroir. Sa devise pourrait être celle du patriotisme, voire du nationalisme intégral : « L'Agérie, l'Algérie seule. »

Albert Paul LENTIN



P. Lavenne

Beni-Isguen, ville sainte et secrète du Mzab. Durant la guerre elle vit repliée sur elle-même. Il est défendu de photographier, de fumer. Les étrangers ne peuvent y habiter ni y passer une nuit.



ALGÉRIE : RETOUR DE JEAN


Dalmas

Jean Vaujour, cheveux en brosse et costume rayé, ex-directeur de la Sécurité en Algérie, est de retour à Alger.

Au lendemain de la tragique « semaine des barricades » la politique de l'Elysée prend une nouvelle orientation. En ce début d'année 1960, de Gaulle songe à l' « Algérie algérienne ». On ne peut que s'acheminer vers des négociations avec les rebelles. Cela, ceux qui s'attachent à la pensée du général et suivent les méandres de sa politique en sont bien persuadés.

Pour faire du nouveau il faut des hommes nouveaux. Paul Delouvrier, dont les fonctions sont élargies, a besoin aujourd'hui d'un directeur de cabinet qui, tout en étant un politique, connaisse bien l'Algérie. Un chef d'état-major qui ne soit pas seulement un homme de dossiers mais aussi un homme de contacts. Un collaborateur de confiance qui ira chercher la précieuse information dans tous les milieux et la lui apportera, à lui qui, dans son G.G., se trouve isolé, trop éloigné, parfois, des faits et des réalités. Pour cette tâche, il a songé à Jean Vaujour.

Mieux qu'un autre, ce grand commis, issu de la préfectorale, a vu naître et se développer la rébellion algérienne : il dirigeait la Sécurité générale en Algérie lorsque éclatèrent, le 1er novembre 1954, les premiers coups de feu de l'insurrection.

Jean Vaujour avait d'abord été sous-préfet à Mulhouse. Convoqué un jour de 1953 au ministère de l'Intérieur, Charles Brune lui avait laissé le choix entre la préfecture de Belfort et ces fonctions de chef de la police outre-Méditerranée. Il avait opté sans hésiter pour ce poste pour voir et faire du nouveau, apprendre « autre chose », s'exercer à de nouvelles activités.

Les problèmes de sécurité, le préfet Vaujour n'avait jamais eu à s'en préoccuper jusqu'alors. Malgré les difficultés rencontrées, malgré les bâtons mis, parfois, dans les roues, Jean Vaujour a été, comme beaucoup, séduit par l'Algérie, par ses hommes, par ses problèmes. Séduit mais lucide. Aussi est-il de ceux qui ont vu très tôt se dessiner l'évolution inévitable. Le phénomène démographique et le phénomène économique se mêlaient à ses yeux pour composer le ferment qui faisait « bouillonner » la marmite. Si l'on maintenait le couvercle d'une poigne ferme, un jour ou l'autre elle éclaterait ou bien le couvercle sauterait...

En 1954, Jean Vaujour faisait partie du petit nombre des responsables qui s'inquiétaient. Il avait eu vent d'un plan de mobilisation de l'Aurès contre les Français. Il savait que des Algériens suivaient des cours de guérilla dans un camp de Tripolitaine, aux côtés de Marocains et de Tunisiens. Il n'ignorait pas que plusieurs dizaines de fellaghas en bandes et en armes circulaient dans les douars de l'Aurès. Des groupes de jeunes du Sahel et de la Mitidja s'entraînaient à lancer des pierres à la manière des grenades, lui avait-on rapporté.

Le " rapport du 23 octobre "

Tout cela, Jean Vaujour l'a consigné dans ce qu'on a appelé le « rapport du 23 octobre ». Il signalait le premier que quelque chose de sérieux se préparait en Algérie. Rapport transmis au très jeune ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, par les soins du gouverneur général d'alors, Roger Léonard. Le directeur de la Sécurité générale en Algérie aura été l'un de ceux qui ont dénoncé les abus, tiré la sonnette d'alarme. En vain. La IVe République était impuissante à imposer aux groupes de pression les réformes qui s'imposaient. Et lors du

Doc. Gendarmerie nationale



Surveillance d'un aérodrome : une des tâches auxquelles sont affectés les gendarmes.

Doc. Gendarmerie nationale



Surveillance des routes. Dans les coins isolés, une proie tentante pour les *djounoud*.

proconsulat de Soustelle, le chef de la police dut laisser la place.

Succédant à un authentique policier, pied-noir de surcroît, il avait su très vite ce qu'il pouvait en coûter, dans sa position, de ne pas appartenir au corps de la police, d'y être parachuté en quelque sorte. Surtout, il arrivait de métropole, il était l'un de ces « patos » étrangers à l'état d'esprit des Européens installés de longue date sur ces rivages ensoleillés.

Ce qu'il avait trouvé en débarquant à Alger, c'était des services de sûreté qui comptaient des hommes de valeur, certes, mais qui manquaient dangereusement de moyens. Aussi, d'entrée de jeu, avait-il dû se battre pour obtenir de l'Assemblée algérienne les crédits qui permettraient d'acheter du matériel, de construire des bâtiments, de former des hommes à la discipline policière. Paradoxe : lorsqu'il s'agissait d'appliquer ce programme, les élus musulmans lui étaient favorables. Les Ferhat Abbas, les Ahmed Francis, les Boumendjel lui apportaient leur vote ou, au pis aller, s'abstenaient, tandis qu'il se heurtait aux réticences de certains élus européens.

Dans la neige des Alpes

A l'époque, l'opposition entre musulmans et Européens n'affectait qu'un très petit nombre d'individus. Pour la majorité, musulmane ou « pied-noir », il n'y avait pas de problème. On vivait côte à côte en bonne intelligence. Mais comme la crème monte au-dessus du lait, une petite frange de « politiques » allait s'imposer à la majorité et décider en son nom.

Quatre ans ont passé. Jean Vaujour n'a pas oublié l'Algérie, mais elle est loin de ses préoccupations tandis qu'il dirige à Paris la Société nationale de construction, chargée de la résorption des bidonvilles. Il n'a jamais vu Paul Delouvrier, qui vient d'être chargé d'une nouvelle mission, lorsqu'en février il reçoit l'envoyé du délégué général, son collaborateur le plus direct, Jean Poincaré :

« Paul Delouvrier, lui dit-il, est investi de responsabilités plus étendues. Il va prendre autorité sur les militaires. Il reste délégué général, mais à pleins pouvoirs. Il lui faut près de lui quelqu'un qui exerce des fonctions de chef d'état-major. Un homme faisant office de coordonnateur entre l'autorité civile et l'armée. Il s'agit d'un rôle essentiellement politique, l'économique et l'administratif restant du domaine de Jacomet, au secrétariat général.



G. Cassard

Des C.R.S. à Bab-el-Oued. De nuit comme de jour, des patrouilles sillonnent tous les quartiers de la ville.



Pouget

Oran. Là, il ne s'agit pas de veiller sur la sécurité des habitants, mais au bon fonctionnement de la circulation.

» Vous connaissez l'Algérie, poursuit Poincaré. Vous n'effaroucherez pas les militaires avec lesquels il va falloir user de diplomatie. Vous êtes à la fois un homme d'action et un homme de contacts. Pour toutes ces raisons le patron a pensé à vous. Viendrez-vous en Algérie ? »

Jean Vaujour répond qu'il entend prendre le temps de la réflexion. Il croyait en avoir terminé avec l'Algérie où, à un moment critique, il a eu l'occasion de donner sa mesure, de faire son devoir. Il a femme et enfants, et, s'il se décide, il se doit de les emmener là-bas. Cela ne va pas sans risques. Il met à profit quelques jours de repos dans la neige des Alpes pour réfléchir... On lui demande de servir dans des conditions délicates, inconfortables. Peut-il s'y soustraire ? Il ira donc en Algérie !

Auparavant, il rencontre Paul Delouvrier.

« Cela peut vous surprendre que j'aie songé à quelqu'un ayant exercé les fonctions de chef de la sécurité en 1954, lui dit le délégué général. Mais on m'a beaucoup parlé de vous. J'aimerais savoir ce que vous pensez de l'Algérie, du problème algérien. »

Jean Vaujour lui expose ses vues sans détours. L'intégration lui paraît désormais impossible, irréalisable. D'abord, parce qu'il existe deux éléments ethniques dont nous devons tenir compte : les Kabyles, plus proches de nous et avec lesquels, peut-être, nous aurions pu l'envisager, et les autres musulmans, qui ne s'y prêteront pas. Leur religion, leur concept de vie, tout à fait différents, font que cette formule n'a aucune chance.

Il pense aussi que ce pays sera un jour



Doc. Gendarmerie nationale

certains "activistes" lu

◀ Opération de routine : le contrôle d'identité. Une chance sur mille de tomber sur une « grosse prise ». Mais c'est une chance qu'ils ne négligent jamais.

conduit par des hommes issus des communautés qui le composent. L'intégration étant impossible à réaliser, il lui paraît évident que les Algériens — européens et musulmans — doivent se préparer à prendre en main le destin de leur pays. « Au point où nous sommes arrivés, tout le problème pour nous est de former des hommes pour conduire l'Algérie dans une direction qui ne soit pas opposée à celle que suit la France. Il nous faut donc, estime Jean Vaujour, sortir des élites.

La carte du maquis

» Nous pouvons encore, professe Jean Vaujour — et c'est pourquoi il accepte d'aller aider Delouvrier —, faire quelque chose pour découvrir et promouvoir les hommes qu'il faut. Non pas des sujets qui seraient ficelés à la France ou « tenus en main », mais des hommes libres et intelligents qui feraient leur propre éducation politique et iraient d'eux-mêmes vers la France. Car là est l'intérêt des deux pays. Pour cela, il faut que s'éteigne définitivement la peur de l'Algérien pour sa promotion, cette inquiétude trop longtemps entretenue de l'autre côté de la Méditerranée. »

« C'est aussi ce que je pense, lui répond Paul Delouvrier. Je crois bien que nous sommes à peu près sur la même longueur d'onde. Mais les difficultés que nous allons rencontrer sur notre chemin seront considérables. »

« Le gouvernement vous laissera-t-il encore longtemps en Algérie ? » lui demande alors Jean Vaujour.

« Je n'en sais absolument rien, répond le délégué général. Je ne puis vous donner la moindre garantie à cet égard. Mais la question n'est pas là. Elle est, comme vous le dites, dans la nécessité pour nous de découvrir les hommes qui, demain, gouverneront ce pays. Certains viendront d'ailleurs des rangs de la rébellion que nous combattons aujourd'hui... »

Jean Vaujour arrive en Algérie au mois de mars, le jour où l'avion de Challe — remplacé par le général Crépin dans les fonctions de commandant en chef — le ramène en métropole.

Sa première tâche consiste à approcher les militaires. Nous sommes au lendemain de la « semaine des barricades » les civils reprennent autorité sur eux et il leur faut savoir ce qu'ils pensent, quels sont leurs sentiments. La plaie ouverte par les événements d'Alger est-elle pansée, sinon cicatrisée ? Ne risque-t-elle pas de se rouvrir ?

« Moi, je suis un soldat, lui dit le commandant en chef. Paul Delouvrier a la responsabilité politique de l'Algérie. J'exécuterai les instructions qui me seront données. » Il ajoute, optimiste : « Je réponds de l'armée. Elle est fidèle. Après l'épisode des barricades nous avons procédé à un certain nombre de mutations et, à présent, les choses vont bien. »

Jean Vaujour multiplie ensuite les contacts avec les civils. Il est frappé par leurs réactions. Tous ont été impressionnés par les barricades. C'était la pre mière fois que l'on disait *non* à de Gaulle et il s'était trouvé des hommes pour le lui dire les armes à la main. Les élus étaient inquiets. Pourtant, s'ils sentaient que quelque chose se défaisait en Algérie, ils pensaient qu'ils avaient encore la possibilité de stopper l'évolution amorcée. Surtout, ils en revenaient toujours à l'armée, à leur foi en l'armée, à la loyauté de l'armée à l'égard de l'Algérie française.

Jean Vaujour se souvient surtout, avec émotion, du petit peuple des pieds-noirs, de tous ces Hernandez qu'il côtoyait et avec lesquels il s'entretenait.

Combien de fois ne les a-t-il pas entendus lui demander, angoissés : « La France restera, n'est-ce pas ? C'est sûr ? Nous pouvons avoir confiance ? »

A l'époque, le haut fonctionnaire est mis (partiellement) au courant de ce qu'on appelle l' « affaire Si Salah », de la venue à Paris, pour y négocier une paix séparée, de trois chefs de la wilaya 4.

Et puis il y eut Melun. Là encore, beaucoup de ceux qui suivaient attentivement le développement de l'affaire algérienne n'ont pas compris pourquoi l'on rompait brutalement les négociations, enfin amorcées, avec les représentants de la rébellion. On ne jouait pas la carte du maquis qu'avait proposée Si Salah. On ne jouait pas non plus celle des gens de Tunis... Il y avait de quoi être déconcerté. Et l'ancien directeur de la sécurité l'était.

Un bouillon de culture

Les semaines passent. Ces péripéties tombent bientôt dans l'oubli, chassées par d'autres. Jean Vaujour est le témoin de la crise de conscience qui se manifeste et s'étend chez les officiers S.A.S. Le délégué général essaie bien de leur remonter le moral, mais sans grand succès.

C'est alors que se situe l'épisode Salan.



La police de la route. Mais ici, les gendarmes s'intéressent moins à la circulation qu'à l'identité des passants.

nnoncent qu'un "coup de chien" se prépare pour Septembre-Octobre

L'ancien commandant en chef, qui résidait en Espagne, revient en août 1960 dans la Ville blanche. Il y possède toujours sa villa où demeure Mme Salan. Auréolé de son prestige, le « Mandarin » laisse se rassembler autour de lui un certain nombre de civils et même de militaires. Tant et si bien que le gouvernement juge prudent de lui interdire désormais le séjour en Algérie.

L'ancien préfet sent alors que quelque chose remue. Le Front de l'Algérie française (F.A.F.) vient d'être créé et certains « activistes », avec lesquels il maintient des contacts, lui annoncent un coup de chien pour septembre-octobre.

Dans l'administration, élus et fonctionnaires s'interrogent. Il faut reconnaître qu'il y a de quoi. Des instructions leur assurent que « la France ne quittera jamais l'Algérie » et, parallèlement, ils entendent le général de Gaulle parler de l' « Algérie algérienne ». Ils voient se profiler à l'horizon politique un Etat algérien en gestation... « Il y a quelque chose qui n'est pas clair, pensent beaucoup. On nous mène en bateau. »

Face à cet état de choses, Jean Vaujour se pose des questions. Les militaires vont-ils demeurer fidèles ? Ne risquent-ils pas de se laisser gagner de nouveau ? Le général Crépin, à qui il s'ouvre de ses inquiétudes, le rassure. Mais il n'est qu'à demi convaincu.

« Etions-nous bien informés alors ? « Bien » n'est sans doute pas le mot, se remémore aujourd'hui Jean Vaujour. Nous étions informés mais, dans le même temps, nous étions considérablement intoxiqués. Et il était difficile de démêler le vrai du faux dans tout ce qui nous parvenait. Nous savions à peu près ce qui se passait parmi les étudiants. L'université d'Alger, vous le savez, était un véritable bouillon de culture. Aussi avions-nous pris, en connaissance de cause, la précaution de rapatrier un certain nombre de jeunes trublions en métropole. »

Et c'est le discours du 4 novembre, au cours duquel de Gaulle annonce la « République algérienne ». Le lendemain, Jean Vaujour est le témoin direct de l' « incident Jacomet ». Patron de la fonction publique, secrétaire général du G.G. et, à ce titre, un des hommes les plus importants d'Algérie, André Jacomet, homme d'une grande honnêteté, d'une grande loyauté, est à la torture. Son entourage le voit plongé en plein drame de conscience. Après l'allocution du général, il ne lui est plus possible de continuer à appliquer sa politique :

« D'accord pour des négociations, mais pas pour la République algérienne, dit-il à Jean Vaujour alors que les deux hommes sortent ensemble du Gouvernement général. Je ne peux m'associer à la liquidation de l'Algérie. Dois-je partir ? Je crois que oui... »

« Ne gardez pas cela sur le cœur. Parlez-en sans tarder à Delouvrier », lui répond le préfet.

Une visite inattendue

Celui-ci est présent, le 7 novembre, à la réunion des directeurs, qui se tient dans le cabinet du délégué général, lorsque Jacomet fait son éclat : « Je ne suis pas venu en Algérie pour la brader, lance-t-il devant une trentaine de hauts fonctionnaires. Je vous demande d'accepter ma démission. »

Cet incident devait avoir d'importantes conséquences, car un certain nombre de directeurs, cela ne fait pas de doute, partageaient, à ce moment, les vues d'André Jacomet.

Quelques jours avant qu'il parte d'Algérie dans le sillage de Paul Delouvrier, Jean Vaujour reçoit une visite inattendue : celle du général Jouhaud. L'ancien chef de l'armée de l'air, qui a quitté l'armée à la suite d'un « accrochage » avec son ministre, Pierre Messmer, est à la retraite à Alger. A la retraite... mais pas inactif, murmure-t-on.

Bien des fois ce pied-noir a proclamé son attachement à l'Algérie française. Aussi les mouvements nationaux ne manquent-ils pas de l'entourer de leurs prévenances. Mais Jouhaud, prudent, s'est gardé jusque-là de laisser paraître dans son comportement quoi que ce fût qui pourrait ressembler à une activité politique.

A la mi-novembre, Delouvrier et Crépin étant à Paris, c'est à Jean Vaujour qu'il échoit de recevoir Jouhaud. Celui-ci veut absolument « voir quelqu'un de la Délégation générale pour quelque chose de très important ». Et de raconter cette histoire qui laisse perplexe le collaborateur de Delouvrier :

« J'ai une chose très grave à vous dire. Voilà : j'ai été contacté par des émissaires envoyés par Michel Debré et Jacques Foccart, dit-il. Ceux-ci souhaiteraient que je me fisse le champion d'un projet qui, écartant l'Algérie française des activistes tout autant que l'Algérie indépendante de De Gaulle, ferait place à une Algérie musulmane dans laquelle les Français seraient citoyens à part entière. Dans l'esprit de ses auteurs, ce projet permettrait d'éviter l'affrontement qui ne peut manquer de se produire si le chef de l'Etat va jusqu'au bout de sa politique algérienne. Ce serait aussi le moyen d'empêcher que le F.L.N. ne s'empare du pays... »

Cette curieuse démarche du général en retraite devait être sans lendemain. Pour Jean Vaujour du moins. Cinq ou six jours plus tard, en effet, Paul Delouvrier lui faisait savoir de Paris qu'il ne regagnerait pas l'Algérie et lui demandait d'accueillir son successeur, Jean Morin. H

Pierre-Albert LAMBERT



En convoi, les gendarmes partent vers le Sahara où de nouvelles missions les attendent.



Premiers contacts avec le djebel pour ces gendarmes venus de la ville. Une autre vie.

Philippe Alain

SUR LA PISTE DES DJOUNOUD

LA nuit est froide et l'obscurité presque totale sur les hauts plateaux couverts d'alfa, au nord de Géryville, ce 20 janvier 1961. Se dirigeant vers le djebel Ourakis, une colonne de fantômes en djellaba se déplace rapidement. C'est une section du commando 133, le commando du secteur. Ils ne sont qu'une vingtaine et marchent en silence, à l'affût de tout bruit, le fusil en travers du ventre ; tout à l'heure, ils se sont arrêtés pour faire le point à hauteur du hameau de Mgouchech, dont les tristes gourbis désertés se détachaient à peine sur leur droite...

Découvrir les filières de l'organisation rebelle, détruire peu à peu toute l'infrastructure de caches et de postes de liaison qui permettent aux katibas de vivre dans les djebels, marquer les bandes dans leurs déplacements, situer leurs repaires, prendre ou éliminer un à un les chefs militaires ou politiques du maquis, tels sont les objectifs que s'est fixés le commando de chasse du secteur de Géryville. Cette unité, presque entièrement musulmane, est constituée d'hommes jeunes originaires de la région, venus s'engager spontanément, de spahis et de tirailleurs, eux aussi volontaires, d'anciens militants du F.L.N. ralliés, d'anciens prisonniers faits par le commando et réarmés peu après. A cet ensemble dynamique dont la moyenne d'âge n'excède pas vingt-trois ans, il convient d'ajouter quelques militaires du contingent et quelques gradés, officiers ou sous-officiers, qui portent ainsi l'effectif de cette formation légère à quatre-vingts hommes, en fait de soixante à cent dix, selon l'époque ou le besoin.

Les troupes du secteur vont rarement


Philippe Alain

◀ Au lever du jour, le commando surveille les carrefours des pistes et les rares points d'eau des djebels du Sud. Il guette le passage des *djounoud* comme le chasseur guette le passage du gibier. Et l'attente est souvent fort longue. Elle peut durer des heures et le moindre bruit risque de faire échouer l'embuscade.

Pour le commando, la ▶ paire de jumelles a autant de valeur que le pistolet mitrailleur ou le fusil. Caché dans la *kheima* d'un poste ennemi, le brigadier M'Barki restera plusieurs jours en embuscade avec son groupe. Les musulmans, comme le général Challe l'avait prédit, excellaient dans ces opérations.



Philippe Alain

dans ce djebel Ourakis, pourtant situé à moins de 50 kilomètres de Géryville ; cet ensemble de mamelons couverts d'alfa, qui domine l'oued Sidi-Naceur, à la limite des secteurs de Géryville et d'Aflou, est de pénétration facile, mais il est à l'écart de toutes les pistes. Près d'un oued qui, du centre du djebel, s'en va rejoindre le Sidi-Naceur, se trouve une fermette que l'on appelle la maison de Hadj-Ahmed ; dernièrement une patrouille a observé alentour certains mouvements de cavaliers qui lui ont paru suspects. C'est souvent, en effet, dans ces mechtas isolées que se rencontrent les chefs politiques F.L.N. ; ils se déplacent seuls, d'ordinaire, ou accompagnés par de très petites escortes, et ils échappent ainsi facilement aux contrôles.

Chenittah, un rallié de fraîche date, a pris la tête du groupe ; derrière lui marche son chef de section, le maréchal des logis-chef Chibachi, ancien sous-officier adjoint d'un peloton de spahis, et le lieutenant Meyer, chef du commando. Kattiri Nacer, encore *djoundi* à la katiba 533 quinze jours auparavant, leur montre en passant un groupe de maisons basses, la mechta d'Aïn-es-Seba : onze cadavres de *djounoud* y sont entassés dans une *matmora,* égorgés lors des purges d'octobre ; Nacer explique : « Ils étaient trop instruits et lisaient les tracts... » Le petit groupe franchit une ligne de crête, un instant éclairée par la lune qui déjà se lève, et Chenittah presse alors le pas ; bientôt les grandes ombres qui glissent sur cette mer d'alfa plongent dans l'obscurité d'un ravin.

Deux cavaliers en armes

Le vent à présent leur apporte l'odeur des *kheimas* qui s'abritent aux abords du grand oued, quelques feux percent au loin la nuit, sans doute des bergers qui veillent... La colonne débouche maintenant dans une vaste cuvette, au milieu du djebel. Des sommets, alentour, on domine au loin le secteur de Géryville ; en outre on surveille tout aussi bien l'oued Sidi-Naceur, frontière avec Aflou. De jour, sur les pistes poussiéreuses, il n'y a pas un convoi qui puisse échapper à l'œil exercé du guetteur : c'était ici le domaine de Chenittah, il sait que plusieurs filières de la mintaka s'y rencontrent. Le sentier s'élargit, les traces des troupeaux se croisent et se font plus nombreuses, les ombres, au clair de lune, évitent les trous sombres des *matmoras*... Bientôt se dresse devant eux la masse noire de la maison de Hadj-Ahmed. Yousfi, un grand brigadier de spahis, sec et silencieux, approche lentement et se plaque dans l'ombre d'un mur, Chenittah le rejoint. Ensemble ils écoutent, puis se glissent sans bruit le long de la maison jusque dans la grande cour que le clair de lune illumine, tandis que, dehors, tapi dans la nuit, le commando attend. Après quelques instants qui paraissent très longs, les éclaireurs reviennent et font signe, la ferme est vide ; en un moment le commando s'y installe en embuscade, et par mesure de sécurité la transforme aussitôt en fortin : partout des emplacements de combat sont préparés. Après seulement, sous la protection des premières sentinelles, les hommes prennent quelques heures de repos.

Au petit jour, une équipe, que conduit Chibachi, s'en va occuper des emplacements de guetteurs sur les hauteurs des environs. Lentement, la brume, effleurée par les premiers rayons du soleil, abandonne le fond de l'oued qui mène au Sidi-Naceur, et c'est alors presque aussitôt l'alerte : deux cavaliers en armes avancent botte à botte et se dirigent vers la ferme.

Aux portes, les sentinelles demeurent ▶

◀ Le village de la harka de Bou-Alam, dans le djebel Amour – massif dont l'altitude moyenne est relativement élevée puisqu'elle est partout de plus de 1 200 mètres.



les pisteurs de Chibachi relèvent des traces

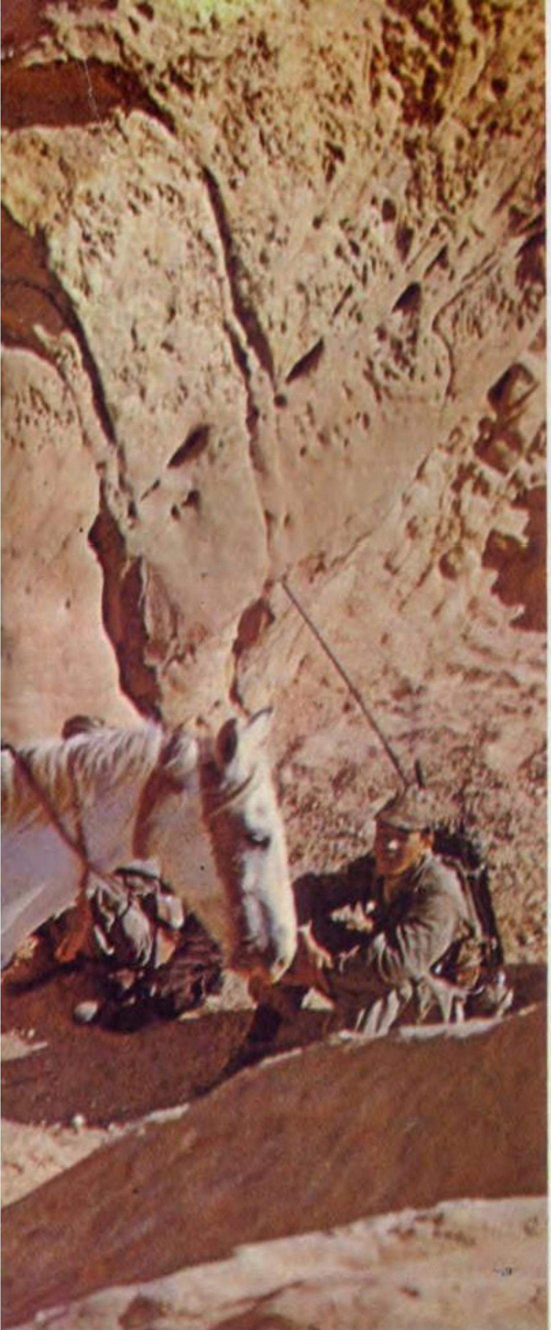
immobiles ; à l'intérieur, chacun rejoint son poste, les mains glissent doucement sur les fusils qu'elles arment sans bruit. Les cavaliers continuent d'approcher, scrutant les abords de la ferme, les crêtes alentour, puis, paraissent infléchir leur route et passent à cent mètres des bâtiments. Trois hommes soudain en surgissent ; à leurs sommations, les cavaliers retournent leur monture et, couchés sur leur selle, tentent dans un galop fou de gagner le ravin le plus proche. La fusillade les accompagne, recroquevillés sur leurs petits chevaux. Ils disparaissent déjà dans la poussière en direction d'Aflou, mais, au passage d'une butte, un corps roule à terre.

Slimane Ben Hadj Tahar, chef F.L.N. des Ouled-Sidi-Naceur, reste étendu, les yeux ouverts. Plus loin, son cheval, loque sanglante, se débat encore. Les hommes de Chibachi descendent alors des crêtes, ramassent fusil et documents, avant de se lancer à la poursuite de l'autre cavalier, qu'ils savent être blessé.

Au combat, les responsables du Front ne se rendent pas ; il arrive toutefois que, devant certains procédés du F.L.N., le doute ou la réprobation les envahisse quand même ; leur ralliement cependant est chose rare. Il n'en est pas toujours de même des *djounoud* ou des *moussbilin* qui, capturés par une unité musulmane enthousiaste, se montrent impressionnés et parfois séduits par l'élan qui l'anime ; c'est souvent grâce à la collaboration de ceux-ci que le commando peut se procurer rapidement les renseignements dont le commandement a besoin.

Au mois de mai, la 13ᵉ D.I. déclenche une vaste opération dans les monts des Ksour, et elle installe son P.C. près du poste de Bou-Alam, à 60 kilomètres à l'est de Géryville. Au milieu de ce grand cirque auquel font penser les tentes et les camions, le central radio maintient le contact avec les unités qui fouillent le djebel : une « katiba » du commando « Georges », vers les sources de Sidi-Slimane, une compagnie saharienne de légion, autour de l'oued Mellah, une compagnie saharienne d'infanterie de marine, sur le djebel Mimouna, le 5ᵉ R.E.I. dans le secteur d'Aïn-Tassina, un commando de marine près du djebel Rahima ; ailleurs, des escadrons du 23ᵉ spahis. Quant au commando 133, les pentes du djebel Alouat lui sont attribuées comme terrain de chasse pour y trouver des indices susceptibles d'orienter les opérations.

Ainsi, dans la nuit du 3 mai, par un beau clair de lune, le commando s'infiltre jusqu'au pied de la montagne et, en suivant le lit d'un oued, il cherche à mettre à nouveau la main sur le *merkès* (poste de liaison) que la nahia 3 doit toujours entretenir dans ce secteur ; documents ou prisonniers permettraient peut-être à la division de remonter jusqu'à l'une des katibas. Autour de l'ancien poste de ravitaillement, cependant, au-



Philippe Alain

◀ Au cours d'un raid au Sahara, départ d'une patrouille dans l'oued Trifia. Le commando de chasse 133 utilise souvent les chevaux barbes, adroits, rapides, très utiles si on sait s'en servir.



Philippe Alain

Suivre une katiba ▶ conduit souvent à une bataille rangée. Ici, les hommes portent des panneaux de couleur qui permettent aux avions de ne pas les confondre avec les *djounoud.*

cune trace fraîche n'est relevée ; peut-être deux hommes qui seraient passés par là, mais il y a bien quarante-huit heures. Le *merkès* a, bien sûr, été reconstitué, mais où ? Machkouri, un ancien gardien rallié de ce poste, vient s'entretenir de tout cela, à voix basse avec le lieutenant, puis, de son pas allongé, évitant adroitement les rochers, il rejoint, en tête de colonne, la section Chibachi, là où se trouvent les meilleurs pisteurs. Le groupe de commandement et les opérateurs du poste C. 9 marchent derrière, précédant une deuxième section, celle du sous-lieutenant Babinger, un officier de tirailleurs que le commando vient d'accueillir, avec une trentaine de volontaires.

La colonne se glisse dans l'étroit couloir d'ombre que les buissons découpent sur le lit du torrent ; devant, les éclaireurs s'immobilisent ; souvent, le brigadier Yousfi tire de la manche de sa djellaba une vieille paire de jumelles et inspecte les versants du ravin avant de reprendre la marche. Au jour, le commando disparaît sous de maigres taillis ; réparti autour des pistes, il contrôle les flancs nord du djebel, prêt à exploiter tout indice. Dans cette zone interdite aux populations, seuls maquisards et forces de l'ordre se rencontrent ; aujourd'hui, cependant, les rebelles semblent bien avoir pris le large dès l'installation du P.C. de la division dans la cuvette de Bou-Alam ; sans doute la katiba s'est-elle réfugiée plus au sud, le *merkès,* toutefois, bien qu'il se déplace souvent, doit s'être maintenu dans le même secteur.

La journée se passe ainsi en embuscade, mais la montagne paraît abandonnée. Un *Piper* le matin, un autre l'après-midi, viennent tourner au loin pour ne pas faire déceler la présence du commando, c'est tout. Au crépuscule, prudemment le commando se regroupe et s'enfonce dans les gorges de l'oued Souggane qui longe le djebel à l'est ; près d'un trou d'eau, traces de deux hommes et d'un mouton grimpant vers l'Alouat ; plus loin, les pas d'un homme, seul, toujours vers la montagne ; Kattiri Nacer, qui connaît bien la katiba du secteur, propose que le commando remonte dès à présent vers les crêtes, mais le soir est venu et il est trop tard ; profitant d'un amas de rochers qui découpe de grandes zones d'ombre, le commando s'immobilise pour la nuit. Pendant longtemps des hommes chuchotent à l'écart : Chibachi, Nacer, Chenittah, Machkouri et quelques autres entourent le lieutenant Meyer. Pour Nacer, *moussbilin* ou *djounoud,* ceux du djebel ne sont pas ici plus d'une dizaine, leur *merkès* est en haut, sur la montagne, et de son emplacement on doit pouvoir surveiller toute la région.

A l'aube, le commando reprend sa progression. Le lieutenant a choisi de contourner le djebel par le sud et de s'infiltrer ensuite par un ravin qui remonte très haut jusqu'aux crêtes ; ainsi déjouera-t-on peut-être la surveillance que l'ennemi doit exercer principalement vers le nord et Bou-Alam. Tout de suite, les pisteurs de Chibachi s'arrêtent ; un éclaireur, qui vient de relever un peu de cendre au creux d'un rocher et la marque d'une crosse dans le sable, scrute avec ▶

Philippe Alain



Au cours de ses ▶ longs raids dans le djebel, le commando s'arrête parfois près d'une source ou près de jardins sauvages, et bientôt les feux des méchouis font renaître la détente et la bonne humeur chez les hommes, fatigués par leur marche, l'œil aux aguets, le fusil collé à la poitrine.



Philippe Alain

◀ *De gauche à droite :* **le sous-lieutenant Bernard, le maréchal des logis-chef Chibachi et le sergent Belarbi Ahmed, un ancien chef politique du douar des Torchs...**

des djounoud se glissent dans les buissons

anxiété les bords de l'oued ; hier soir, le commando était surveillé. Il faut alors infléchir la marche vers le sud, pour donner le change, avant de revenir discrètement reprendre l'infiltration vers le cœur de l'Alouat. Peu avant 8 heures, le commando débouche de la montagne dans une vaste plaine, au sud ; là, des traces vieilles de vingt-quatre ou trente-six heures remontent nombreuses vers le nord. Dans une faille de rocher, il laisse, sac au dos, le poste C. 9 et sa garde et disparaît par un passage en direction de l'Alouat.

Des traces toujours plus fraîches, un foyer éteint mal dissimulé, tout indique que 7 ou 8 maquisards sans doute se cachent dans ce secteur. Il est bientôt midi, et les éclaireurs aperçoivent maintenant les dernières crêtes boisées, au sommet du djebel. Tout se passe alors très rapidement ; tandis que Chibachi remonte par le fond du ravin, le groupe du lieutenant Meyer et la section Babinger progressent sur son flanc droit, largement au-dessus de lui. Sur le versant de gauche, à mi-pente, trois ou quatre rebelles se glissent entre les buissons : ils n'ont rien vu, semble-t-il, et descendent vers Chibachi. Babinger poste un F.M... mais on entend alors, en bas, dans les gorges, les exclamations de joie d'un brigadier, vieux spahi incorrigible, qui découvre les premières caches, ce sont des cigarettes. Un court instant, les rebelles s'immobilisent, puis ils s'éclipsent en remontant sous les arbres. Babinger a ouvert le feu, mais les fuyards sont trop loin, le tir est imprécis. Chibachi, quant à lui, vexé, se lance vigoureusement à leur poursuite ; la pente est cependant trop forte, et le terrain difficile. Rapidement, les *djounoud* ont une crête d'avance. Dans le ciel, un hélicoptère, qui ralliait le P.C. de la division, capte un message du commando, un *Piper* décolle aussitôt et vient survoler Chibachi, mais il n'arrive pas à repérer les rebelles en fuite. Quelques coups de feu encore, puis le silence retombe sur le djebel. Il est midi.

Au poste de Bou-Alam, le colonel Dehollain, qui commande pour le moment l'opération, est l'hôte des spahis ; un planton entre à la popote, apportant un message du commando. Les mouvements de celui-ci sont difficiles à suivre, ils ne correspondent pas toujours aux prévisions, malgré tout, et sans plus attendre, on fait décoller vers lui un hélicoptère canon qui pourra venir en aide à ses éclaireurs.

Cloués au sol

Pendant ce temps-là, sur les pentes de l'Alouat, les choses vont bon train : Babinger, en suivant des traces, a retrouvé le *merkès,* ainsi qu'un convoi en transit. Les chameaux, baraqués sous les branches, sont déjà chargés : du ravitaillement surtout, et, parmi des documents, une lettre qui indique que le convoi doit gagner la nahia 2, zone qui est actuellement à bout de souffle. Du côté de Chibachi, on parcourt les fonds d'oued en tous sens, les traces des fuyards sont enfin retrouvées. Ici, il ont rampé pendant que le *Piper* les survolait, là, ils couraient les uns derrière les autres...

Plus haut, d'une sorte de promontoire dégagé, le lieutenant coordonne les mouvements des sections, pendant que, maintenant, Chibachi, déjà loin à l'ouest de l'Alouat, poursuit en courant ses fuyards, dans un oued large et sinueux, envahi par les sables. L'hélicoptère canon le survole, mais la progression des pisteurs est si rapide que le canon les perd de vue entre deux de ses passages ; l'accent de Chibachi, d'autre part, se comprend assez mal à la radio, une méprise est possible. Profitant alors de l'hélicoptère léger que le colonel Dehollain, venu aux nouvelles, a mis à sa disposition, le lieutenant Meyer se fait déposer avec son radio près de Chibachi.

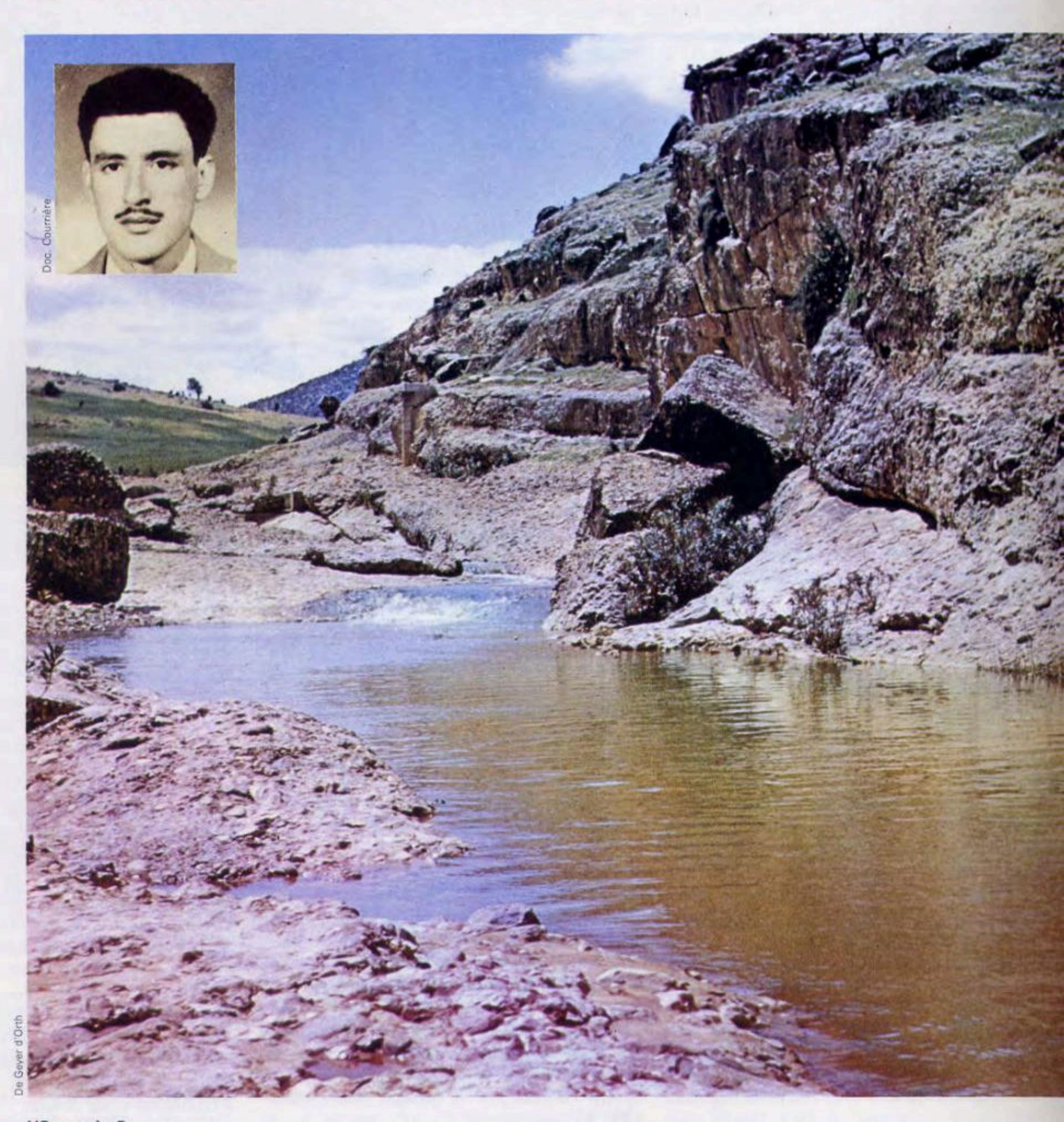
Toujours sur les traces, les pisteurs ne ralentissent pas, ils ont couvert, maintenant, près de dix kilomètres, et ils courent encore, le fusil à la main. Le « canon », à bout de potentiel, demande sa relève, deux chasseurs T-28 arrivent pour l'assurer. Brusquement, c'est l'accrochage à bout portant ; se voyant rattrapés, les rebelles se sont retranchés dans les premières arêtes rocheuses d'un djebel voisin, et ils font face courageusement, utilisant des emplacements de pierres construits ici par la katiba ; ils sont parfaitement dissimulés et les T-28 ne les voient pas. Un caporal de tirailleurs, Blal Larbi, se porte aussitôt en avant ; le groupe de tête, emporté par son élan, le suit, mais le feu des rebelles est nourri. Un *djoundi* se dresse en levant les mains ; Blal se baisse pour ramasser l'arme du rebelle, mais il s'effondre, foudroyé à bout portant par un deuxième adversaire dissimulé derrière son camarade ; celui-ci semble hésiter un moment et replonge à son emplacement de combat... Un autre éclaireur du commando, le spahi Bendahmane, est également touché. Alors, le sergent Hemka stoppe ses hommes, il faut manœuvrer. Tandis que Chibachi dispose un deuxième élément en appui, le lieutenant intervient pour regrouper les hommes trop avancés ; le tir des rebelles est précis, cependant, le radio du lieutenant est légèrement blessé à son tour, son poste endommagé. Un *djoundi,* puis deux, essaient de reprendre la fuite, l'intervention immédiate de Chibachi les cloue au sol ; récupérant un autre poste de radio, le lieutenant peut enfin désigner aux T-28 les emplacements des rebelles et les chasseurs les aveuglent aussitôt. Avec un groupe de volontaires il donne alors l'assaut.

Au milieu de la fumée, entre les dalles de rochers, ce sont maintenant les dernières rafales, les dernières insultes : « Nous l'aurons quand même, l'indépendance, de Gaulle est avec nous... » Tirailleurs et spahis serrent les dents, c'est la fin. Six rebelles sont abattus, un septième est fait prisonnier ; près d'un cadavre, plus d'une quarantaine de douilles. Prisonniers et documents sont tout de suite dirigés vers le P.C. de la division et le commando, mission terminée, regagne Bou-Alam.

Le retour est triste, cependant ; que de questions viennent à l'esprit devant ces morts ; toujours le pourquoi de cette guerre. Bien sûr, les ordres du commandement sont clairs, mais les chefs passent, et l'évolution politique du conflit est troublante... Et on lit l'anxiété sur le visage des musulmans. **H**

Philippe ALAIN

OPÉRATION "TILSIT" DANS L'ALGÉROIS



L'Ouarsenis. ***En médaillon :*** **le colonel Si Salah, chef de la wilaya 4. De son vrai nom Zamoun Mohamed Ben Rabah, Si Salah est né à Aïn-Taya, près d'Alger, le 29 novembre 1928, d'un père instituteur et sympathisant communiste. Grand et maigre, il est de santé délicate.**

Le témoin qui, dans la nuit du 10 au 11 juin 1960 aurait eu l'occasion de pénétrer à l'Élysée et d'entrouvrir la porte du cabinet de travail du président de la République n'en aurait pas cru ses yeux : le général de Gaulle, assis à son bureau, conversait avec trois chefs fellaghas : les responsables de la wilaya 4. Ils étaient descendus du djebel et on les avait amenés à Paris dans le plus grand secret pour qu'ils pussent étudier avec le chef de l'État les conditions d'un éventuel « cessez-le-feu ». Extraordinaire épisode d'une guerre fertile en rebondissements, riche d'imprévus, aux aspects multiples et surprenants. Mais aucun de ceux-ci, sans doute, n'aura eu le caractère insolite et inattendu de l' « affaire Si Salah ». ▶

▶ **OPÉRATION « TILSIT »...**

"et si la solution la plus française sortait des urnes, le F.L.N. l'accepterait-il ?"

FIN octobre 1959. Nous venons, en compagnie de Georges de Boissieu, chef d'état-major du général Challe, et de son cousin Alain de Boissieu, chef du cabinet militaire de Paul Delouvrier et gendre du général de Gaulle, de faire le point des remous provoqués par le discours du 16 septembre, remettant à l'autodétermination de ses habitants le destin de l'Algérie.

Le G.P.R.A., qui espérait être convié à un simple transfert d'autorité, est déçu : de Gaulle n'avait-il pas, début septembre, confié à Eisenhower son intention de poser le problème algérien sur une orbite extrêmement libérale ?

Le G.P.R.A. consulte donc ses conseillers habituels. Mohammed V, Bourguiba, Nasser lui-même recommandent la modération : l'indépendance n'est-elle pas au bout de toutes les formules transitoires (1) ? Pour Dag Hammarskjöld la proposition de la France désamorce l'offensive afro-asiatique à l'O.N.U. Les Soviétiques, eux, conseillent la fermeté.

Après quelques semaines d'hésitation, le G.P.R.A. se déclare « prêt à entrer en pourparlers avec le gouvernement français afin de discuter des conditions politiques et militaires d'un cessez-le-feu, des conditions et des garanties de l'autodétermination ». Mais il ajoute que « subordonner le libre choix du peuple algérien à la consultation du peuple français serait la négation même de l'autodétermination et de la démocratie ».

C'est un refus déguisé. Le G.P.R.A. donne l'ordre d' « intensifier le terrorisme en mettant l'accent sur les attentats contre les personnes civiles » (2).

> **Un message F.L.N.**
> **du 25-10-1959 est intercepté :**
>
> *Gouvernement décide rejet ultimatum de Gaulle* stop *Lutte continue jusqu'à indépendance totale peuple algérien* stop *Ordre vous opposer par tous moyens candidatures Algériens élections législatives...* stop *Célébrer anniversaire révolution par actions fidayin... contre objectifs économiques et personnalités colonialistes...* stop *Guerre se poursuivra en France par sabotages et contre traîtres et...* stop *Krim* stop et fin.

A cette position négative, deux raisons : le G.P.R.A. n'est pas tellement sûr qu'une consultation populaire lui soit favorable et il sait, de source très sûre, que le général de Gaulle est décidé, si nécessaire, à aller au-delà de l'autodétermination. Ses sources ? Trois membres du gouvernement français, dont l'un a précisé que la Constitution unitaire de la Vᵉ République n'était pas un obstacle à une sécession algérienne ; tout était dans le processus ! Alors, pourquoi se presser ?

« Oui ! confirme le colonel Alain de Boissieu. Le général est au courant de ces « combines ». Les ministres en cause se sont fait laver la tête. »

Devant la « trahison » du chef de l'Etat, c'est en Algérie, chez les Européens, l'heure de la concertation entre anciens combattants et mouvements nationaux.

Condamné pour vol

Chez les musulmans, l'autodétermination inquiète ceux qui nous sont fidèles, n'a aucune signification pour les nomades et les fellahs... et ne dégèle pas du tout les élites, les fameuses élites modérées ! La « troisième force », si elle avait existé, serait morte de l'autodétermination. Est-ce un signe ? Nous enregistrons, depuis le 16 septembre, 40 désertions de soldats musulmans par semaine, contre 15 en moyenne précédemment.

L'armée, sous réserve que ne resurgissent pas les terroristes, n'est pas hostile à l'autodétermination. Dans un raccourci un peu abrupt, Godard a déclaré : « Si chaque Européen n'est pas capable d'entraîner cinq ou six musulmans à voter comme lui, alors l'Algérie française est f... »

Je pose une question : « Et si la solution la plus française sortait des urnes, le F.L.N. l'accepterait-il ? » Non, évidemment !

Ce tour d'horizon ne porte pas à l'optimisme.

— Il faut reconnaître, constate, désabusé, Georges de Boissieu en s'adressant à son cousin, que ton beau-père ne nous aide guère !

— Le général, réplique Alain de Boissieu, doit compter avec l'opinion internationale, avec l'O.N.U.

— Tiens ! on s'occupe du « machin » ?

Ma réflexion reste sans écho.

— Ce que le général voudrait, assure Alain de Boissieu, c'est le ralliement de chefs importants, un commandant de wilaya par exemple ! Il pourrait alors envoyer le G.P.R.A. sur les roses (3).

Ainsi commence l' « affaire Si Salah ».

Amener un commandant de wilaya


Keystone

à solliciter un cessez-le-feu n'est pas chose aisée. Fin 1958, l'affaire Azedine avait tourné court.

Début 1959, un colonel musulman, retraité des A.M.M., avait tenté de toucher Amirouche, le redouté commandant de la wilaya 3. Cette tentative, mal préparée, mal conduite, s'était terminée par l'assassinat du malheureux colonel...

Je fais le tour des commandants de wilaya capables de défection. Ceux du Constantinois et de l'Oranie sont repliés au Maroc ou en Tunisie. Leur autorité sur les maquis est nulle. Sur les hauts plateaux, depuis la mort de Si Haouès, tué le 28 mars en même temps qu'Amirouche, la wilaya 6 n'a plus de chef. Les maquis kabyles sont commandés par Mohand Ou el-Hadj. Le « Vieux » — ainsi l'appellent amicalement ses hommes — a remis un peu d'humanité dans une wilaya très secouée par la « bleuite ». Son adjoint, Mira, lui a reproché une excessive prudence devant l'opération « Jumelles ». Le capitaine Léger a fourni à de jeunes cadres, la « preuve » des « trahisons » de Mira... qui a été exécuté !

Le G.P.R.A. doit envoyer une commission d'enquête... La position de Mohand Ou el-Hadj n'est donc pas très solide. En le compromettant, nous risquons de le voir remplacer par un chef plus coriace.

Reste la wilaya 4 : l'Algérois. Depuis la mort de Si M'hamed, elle est commandée par Si Salah, de son vrai nom Zamoun Mohamed Ben Rabah, un Kabyle né d'un père instituteur à Aïn-Taya, près d'Alger. Après avoir atteint

(1) Les messages échangés à ce sujet entre les intéressés, et que nous déchiffrons, sont explicites.
(2) Le 21 novembre, harcelé par ses amis maghrébins, le F.L.N. désignera, pour parler en son nom... les détenus de la Santé : Ben Bella et consorts !

(3) « Mais, objectera-t-on, le colonel Alain de Boissieu ne s'est-il pas mépris sur les propos du général ? » Force est de reconnaître que, lorsque l'occasion se présentera, le général de Gaulle ne refusera pas de recevoir Si Salah.

A gauche : **le président Eisenhower.** ***Ci-dessous :*** **Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le discours du 16 septembre 1959 du général de Gaulle, dans lequel il proclame que c'est « l'autodétermination des Algériens qui tranchera en définitive le sort du pays », aura un impact considérable sur le plan international. De la part de l'O.N.U. et des grandes puissances, toute tentation d'intervenir dans le conflit algérien se trouve de ce fait théoriquement désamorcée. La proposition est également vue d'un assez bon œil par le roi du Maroc Mohammed V et par le président tunisien Habib Bourguiba** ***(photo de droite).***


Kahia


Keystone

le niveau du brevet élémentaire, il a occupé le poste de secrétaire de la mairie d'Ighil-Imoula, en Kabylie. En 1953, il a été condamné pour vol et usage frauduleux de cachets officiels... au profit de l'Organisation spéciale, m'affirmera plus tard Krim Belkacem. Il participe aux côtés de ce dernier, d'Ouamrane et de Dehilès Slimane, au soulèvement de la Toussaint. Intelligent, courageux, il grimpe vite les échelons de la hiérarchie du F.L.N. Il a fait un voyage en Tunisie d'où il est revenu « écœuré des intrigues qui occupent les gens de Tunis beaucoup plus que le sort des maquisards ». Il est grand (ses hommes l'appellent de Gaulle), filiforme, de santé délicate, la poitrine rentrée. On le dit compréhensif, humain, un peu timide. Il est membre du C.N.R.A. et condamné à mort par contumace.

Secouée par l'opération « Couronne », d'avril à juin 1959, la wilaya 4 reste en proie à la « bleuite » : 489 cadres seront exécutés... La « purge » est conduite par l'adjoint militaire, Si Mohamed, *alias* Bounaama Djillali, originaire de Molière, en plein cœur de l'Ouarsenis, ancien sous-officier de tirailleurs, ancien mineur (dans le Zaccar) et chef syndicaliste.

Les vrais et les faux

Trapu, taillé à coups de serpe, le visage barré d'une épaisse moustache noire, l'air fermé, c'est un homme implacable, redouté pour sa cruauté. C'est un bon chef de guerre. Devant les coups de boutoir de Massu, il a prescrit la dispersion des bandes, mais cette dilution en petits groupes, terrés ou en fuite, nuit au moral des combattants et desserre l'emprise de la rébellion sur la population.

Avant sa mort, Si M'hamed disait de sa wilaya (1) : « Messalistes et belhadjistes restent un ferment de discorde (2) ; devant l'indifférence de la population, on a supprimé les assemblées du peuple ; on manque d'armes, de munitions, de médicaments ; les étudiants qui se parent du titre de médecin sont dangereux. »

La wilaya s'est scandalisée du bon accueil réservé par Tunis à Oussedik et Azedine. Oussedik voulait assassiner Si M'hamed et « Azedine a reçu mission des Français de semer la discorde dans l'A.L.N. C'est un traître... ».

En juillet, Si Salah (3) souligne la « désaffection des populations pour la cause ». L'impôt ne rentre plus, les complicités se raréfient (4).

Des télégrammes virulents accusent les dirigeants du G.P.R.A. de « poursuivre des ambitions personnelles et de se prélasser à l'extérieur ».

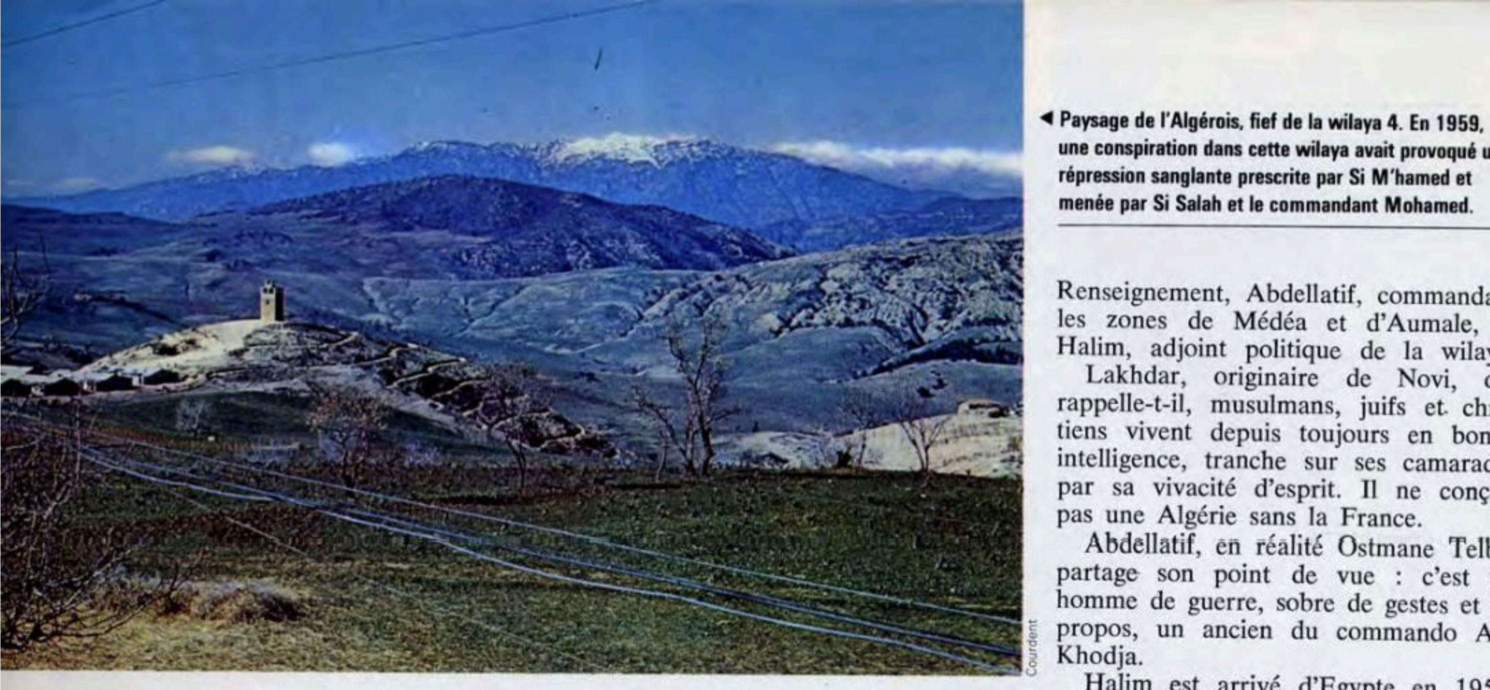
La wilaya 4 est le refuge des jeunes évolués d'Alger qui décident de plonger dans la rébellion. Ils n'y sont pas très bien reçus : les vieux maquisards méprisent leur inexpérience et s'indignent de leurs prétentions. Ils ont des pensées « malsaines ». « Les intellectuels, écrit Si Salah, nous donnent beaucoup de souci. Nous avons dû en éliminer beaucoup. »

La wilaya 4 offre donc un terrain propice aux « machinations » du Bureau études et liaisons.

Le capitaine Planet d'abord, un officier parachutiste de classe, rescapé de Cao Bang, puis le capitaine Heux, un cavalier parachutiste, l'homme de la « force K », l'homme qui a capturé Ben Bella et les autres à Maison-Blanche, le 22 octobre 1956, entretiennent dans la wilaya un réseau d'agents où les faux, ▶

(1) Document trouvé dans les archives d'Amirouche.
(2) Malgré la mort de Bellounis et de Kobus.

(3) Dans un rapport adressé à l'E.-M. de l'Ouest et dont nous prenons connaissance au passage.
(4) Sont encore compréhensifs des jésuites et un riche colon suisse de la région d'Orléansville. Il hébergera, l'année suivante, la brigade politico-policière chargée, parallèlement aux services officiels, de surveiller les administrations, l'armée, les Européens. Cette brigade utilisait les services de quelques truands qu'on retrouvera plus tard dans de ténébreuses affaires... Ben Barka, par exemple.



Courdent

◀ **Paysage de l'Algérois, fief de la wilaya 4. En 1959, une conspiration dans cette wilaya avait provoqué une répression sanglante prescrite par Si M'hamed et menée par Si Salah et le commandant Mohamed.**

Wilfrid, le légionnaire qui a le cafard...

selon la technique de la « bleuite », sont encore plus efficaces que les vrais.

La wilaya 4 est un terrain d'élection pour une expérience de ralliement. Sa zone d'action s'étend de l'Oranie à la Kabylie, mais ses bandes limitent aujourd'hui leurs activités au massif de l'Ouarsenis et à l'Atlas tellien.

Les dernières opérations lui ont fait perdre 50 % de son armement et 45 % de ses effectifs. Elle compte encore 2 500 hommes environ. Mais par la proximité d'Alger, par son rayonnement sur les hauts plateaux et sur l'Oranie, elle reste, avec la Kabylie, le phare qui éclaire la résistance intérieure.

Le capitaine Heux poursuit, sur la « base » de la wilaya, son patient travail de sape... Par son intermédiaire, un courant continu de correspondance, de contacts, s'établit avec les *djounoud*, avec les petits cadres, qui sont naturellement les plus sensibles à une action personnelle. On ne leur cite que les faits qu'ils peuvent contrôler. On met l'accent sur l'entêtement des dirigeants qui refusent les offres du général de Gaulle. Le doute remonte ainsi les filières de la hiérarchie.

Les " degaullistes "

Le 1er décembre 1959, le conseil de la wilaya adresse à Tunis un avertissement : « Nous demandons au G.P.R.A. d'envoyer des munitions et des armes, de créer une commission spéciale chargée de l'approvisionnement en matériel de l'extérieur ; nous demandons qu'un membre du commandement de l'Ouest soit présent pour l'exécution du rôle qui concerne cet organisme ; il est important que les membres du comité de wilaya compétents se trouvant à l'extérieur rentrent immédiatement pour occuper leurs postes. Nous souhaitons que nos vœux et suggestions puissent contribuer à activer la libération de la patrie du joug ennemi et restons néanmoins fidèles et résolument attachés aux principes du 1er novembre 1954. »

A la suite d'une lettre de Boumediene lui attribuant une partie de la wilaya 6, Si Salah fait exécuter le chef de celle-ci : Ali Ben Messaoud (1).

Fin octobre, un légionnaire « déserte » dans la région de Bou-Caïd. Il est secrétaire, radio aussi ; il apporte son arme. Non, il n'a aucune animosité contre ses chefs, il a simplement le cafard : il veut rentrer en Allemagne. Le cafard ? C'est une maladie qui frappe la wilaya ! Un commandant de zone n'écrivait-il pas récemment : « Les hommes pensent au bon vieux temps, à de bons repas, comme jadis. » Ce légionnaire est sympathique, Si Salah le garde près de lui (2), il rendra quelques services.

Chaque jour, discrètement, Wilfrid... distille autour de lui les ferments de la paix.

Un sous-officier de ses amis lui a confié que l'E.-M. d'Alger étudiait les conditions d'un cessez-le-feu : arrêt des combats, libération des prisonniers, remise des armes, élection d'une assemblée algérienne avec un président musulman et un vice-président français (3). Challe prépare déjà la mise en place d'un parti politique, avec les U.T., les autodéfenses (4). Tout est prêt pour la paix.

Pourquoi le G.P.R.A. n'accepte-t-il pas d'aussi raisonnables propositions ? Un compromis n'est-il pas préférable à une lutte sans espoir ?

Ce sont les jeunes les plus touchés, et, parmi eux, Lakhdar, chef Liaison-Renseignement, Abdellatif, commandant les zones de Médéa et d'Aumale, et Halim, adjoint politique de la wilaya.

Lakhdar, originaire de Novi, où, rappelle-t-il, musulmans, juifs et chrétiens vivent depuis toujours en bonne intelligence, tranche sur ses camarades par sa vivacité d'esprit. Il ne conçoit pas une Algérie sans la France.

Abdellatif, en réalité Ostmane Telba, partage son point de vue : c'est un homme de guerre, sobre de gestes et de propos, un ancien du commando Ali-Khodja.

Halim est arrivé d'Egypte en 1957, sortant du camp d'Amrya, qui prépare les guérilleros destinés à la Libye, au Soudan, à l'Ethiopie et à l'Algérie.

Ces trois hommes jouissent d'une grande popularité auprès des hommes.

L'idée chemine, les conversations se font plus libres.

Le 20 janvier, réunion des responsables de la wilaya dans le Mongorno : le mouvement d'opinion en faveur d'une paix rapide est au cœur des discussions ; un clan s'est formé : les « degaullistes » ! Depuis le 1er janvier, 30 hommes se sont ralliés aux forces de l'ordre, avec armes ! On prend des mesures d'apaisement. On dresse contre le G.P.R.A. un nouveau constat de carence, un de plus !

" Pensez à la révolution ! "

Lakhdar, Halim et Abdellatif échangent leurs impressions : on court à la destruction totale si une trêve ou un cessez-le-feu n'intervient pas rapidement. Ils décident une démarche.

De son côté, Si Salah envoie à Tunis, par courrier, un message révélateur : « Est-il exact que de Gaulle ait adressé un plan de paix au G.P.R.A. ? Pourquoi ce dernier ne prend-il pas l'avis de l'intérieur ? La lutte ne peut se poursuivre : le peuple est las, les combattants découragés. Si le G.P.R.A. ne fait rien, la wilaya 4 prendra contact avec les Français pour négocier la fin des combats. On cachera une partie des armes qui restent (5). »

Le 7 mars, interception d'un télégramme bref et sec de Si Salah : « Faute de réponse à notre plan, nous passerons à son exécution, le 15 mars. » Il reçoit aussitôt une réponse affolée du G.P.R.A. : « Pensez à la révolution. Attendez. Instructions suivent. » H

(à suivre)

Général Jacquin (C.R.)

(1) C'est la publication de cette lettre par Alger qui met le feu aux poudres. « Où sont les traîtres qui livrent nos secrets à l'ennemi ? »
(2) Dans le portefeuille de Si Salah, mort, on trouvera la photo de ce légionnaire, devenu son ami.
(3) C'était la proposition d'un membre du gouvernement Debré.
(4) Ce qui était à l'étude.

(5) Je n'aurai connaissance de cette lettre que le 8 avril.

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Liliane Crété***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Roger Brimeur***

Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Juin 1960

FRANCE

1 : conseil des ministres (résultat des élections cantonales en Algérie).
8 : publication au Journal Officiel *de la loi constitutionnelle réformant le titre XII.*
9-10 : réunion à Paris de la « Conférence des 21 ».
10 : grève générale des fonctionnaires.
14 : discours du général de Gaulle (économie, Communauté, Algérie).
14 : entretiens de Gaulle-Ben Gourion.
22 : reprise des grèves-surprise à la R.A.T.P.
25-29 : entretiens de Melun.
30 : Congrès national du Parti Socialiste.
30 : Comité central du Parti Communiste.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : le G.P.R.A. installe une mission permanente en Chine.
7 : réunion du G.P.R.A. à Tunis.
10 : signature d'un accord pétrolier entre la Tunisie et l'E.N.I.
16 : création du Front de l'Algérie française à Alger.
20 : appel de Ferhat Abbas au peuple algérien.
20 : communiqué Tito-Nasser sur l'Algérie.

AFRIQUE

3 : demande d'indépendance des États de l'Entente.
14 : l'état d'exception est décrété au Katanga.
19 : élections des conseils des collectivités locales au Gabon.
20 : la Fédération du Mali accède à l'indépendance.
26 : la République de Madagascar et la Somaliland accèdent à l'indépendance.
30 : proclamation de l'indépendance du Congo belge.

AMÉRIQUE

8 : l'Argentine réclame à Israël la restitution d'Eichmann.
21 : signature de l'accord sur l'Organisation des Caraïbes.
22-23 : réunion du Conseil de sécurité sur l'affaire Eichmann.

ASIE

1-15 : importantes manifestations antiaméricaines au Japon.
18-19 : séjour du président Eisenhower à Formose.
27 : incident de frontière entre la Chine et le Népal.

EUROPE

2 : déclaration britannique à l'U.E.O. en faveur d'une adhésion à la C.E.C.A. et à l'Euratom.
7-17 : étude du plan soviétique de désarmement par le Comité des dix nations pour le désarmement.
10 : visite du président Nasser en Grèce.
12 : élection de la nouvelle Assemblée nationale tchécoslovaque.
18 : accord commercial à long terme entre l'U.R.S.S. et Cuba.
23 : accord entre l'Autriche et le Vatican.
27 : discussion du plan américain de désarmement à la Conférence de Genève.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



UN COMMANDO MUSULMAN EN ALGÉRIE

Sommaire

- **Du djebel à l'Élysée**

Les longs entretiens clandestins entre les responsables des services de renseignements français en Algérie et les chefs de l'A.L.N. sont terminés. C'est à Paris que ces derniers les poursuivront avec, comme interlocuteur, le président de la République.

- **« Il était une fois un vieux pays... »**

Le 14 juin 1960, le général de Gaulle s'adresse à la nation dans une allocution radiodiffusée. Elle débute à la manière d'un conte de fées... et marque un nouveau tournant dans le règlement de la guerre d'Algérie.

- **Le « Vieux » face au B.E.L.**

Le moral est au plus bas dans la wilaya 3. Des officiers libres, c'est le nom qu'ils se donnent, sont partis en dissidence ; certains se rallieront aux forces françaises. Leur chef, cependant, ne les suivra pas...

- **La conférence de Melun**

Six jours après l'allocution du chef de l'État, le G.P.R.A. fait connaître sa réponse : une délégation se rendra en France pour rencontrer le général de Gaulle. La paix paraît en vue.

- **Un commando en chasse**

A la nuit tombée le commando quitte le poste de Bou-Alam. Dans le silence il s'habitue d'abord à l'obscurité, puis se rassemble le long de la route et la colonne s'ébranle pour une nouvelle mission...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1973. - N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2088. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — N° 311 - 7 mai 1973.



La Dépêche
DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGÉRIEN

SAMEDI 14 MAI 1960

PRIX : 0,25 NF (25 Fr)
Métropole : 0,35 NF (35 Fr)

Dégageant les enseignements des journées de mai 1958

M. DELOUVRIER : Les garanties que la France apporte à l'Algérie ne vaudront que par la fraternisation des Communautés

C'est à tous les Algériens qu'il appartient de réussir la paix

Suite page 3

La mort tragique du prince Ali Khan



UN IMPORTANT DÉPOT d'armes du F.L.N. découvert dans un appartement de la rue Saint-Honoré à Paris

Il comprenait 27 mitraillettes neuves 47 pistolets de 9 m/m et plusieurs milliers de cartouches

Des plans d'installations industrielles et de dépôts pétroliers, ainsi que les photographies ou adresses de policiers qui devaient être assassinés ont été également trouvés

12 ARRESTATIONS DONT CELLES DE DEUX JEUNES FEMMES

Suite page 3

Deux avions français mitraillés par la D.C.A. tunisienne

DANS le cadre de la conférence de presse militaire, le colonel Jean Boutier, directeur des services d'information du général commandant en chef, a déclaré hier soir que quatre avions avaient été pris à partie par des tirs venant de Tunisie.

Le 11 à 11 h. 30, un appareil qui survolait le territoire algérien dans la région de Sakiet, a été pris sous le feu d'armes automatiques, situées en cinq endroits différents en territoire tunisien, à proximité de Sakiet.

Le 12 à 16 h. 30, deux « T-6 » survolant également le territoire

Suite page 3

L'officier de police Robert Magnien a succombé à ses blessures



Mme Maurice Papon chevalier de la Légion d'honneur

GRAVE ATTENTAT TERRORISTE

Un engin piégé, placé dans une auto explose, rue du cardinal Lavigerie, à Sétif

Une jeune lycéenne, Mlle Gaby Naman, tuée. — Une trentaine de blessés, dont sept graves

IMPORTANTS DEGATS

Liste des victimes

Blessés graves

Suite page 3

Un agriculteur européen enlevé et assassiné par les rebelles à Maréchal-Foch

Messmer : Le Gouvernement n'a pas l'intention d'engager l'avenir de l'Algérie sur des élections aux Conseils généraux

Le droit de riposte

Suite page 3

Ali Khan et Bettina formaient un couple heureux dont l'histoire était vieille de huit ans

L'« Altair » quitte Bougie avec 47.000 tonnes de pétrole

C'est le plus fort tonnage d'or noir saharien chargé à ce jour par un tanker

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER A BOUGIE)

Suite page 3

Un médecin complice du FLN arrêté au Fort-de-Vincennes où il accomplissait son service militaire

Suite page 3

LES DÉBRIS DE L'AVION « U-2 » EXPOSÉS A MOSCOU



Moulay Merbah

secrétaire général du M.N.A.

invité à quitter le territoire ouest-allemand

1.129 assignés à résidence libérés

EMBUSCADE PRES DE CHENOUA

Un militaire tué, 4 blessés

Pour l'essor agricole de l'Est algérien

Aujourd'hui, à la Station expérimentale du Kroubs grande démonstration de matériel de motoculture

(VOIR PROGRAMME EN PAGE 3)

Le général Gandoët reçu par le président de Gaulle

Mai 1960. La presse reflète les inquiétudes de l'Algérie que Paul Delouvrier s'efforce d'apaiser. La tension avec la Tunisie est aggravée alors que les attentats terroristes accusent une nette recrudescence dans les villes. Le démantèlement des réseaux de soutien au F.L.N. en métropole se poursuit pendant que se constituent des unités contre-terroristes à Paris.